

Module 3: “The walls within” – Fundamental rights and the power of ordinary people to bring change.

Introduction : Que sont les droits fondamentaux ?

Nous entendons fréquemment parler des droits fondamentaux autour de nous. Nous en discutons partout. Il en est ainsi parce qu'ils sont la pierre angulaire du fonctionnement des sociétés démocratiques. La protection et la garantie des droits et libertés des citoyens sont l'un des éléments fondamentaux qui différencient la démocratie des formes autoritaires de gouvernement.

Avant de discuter plus avant de ce que sont les droits civiques, de leur origine et de la manière dont ils sont garantis par nos institutions sociétales, voyons ce que nous savons déjà sur les droits civiques et ce qu'il en serait si l'un de ces droits était supprimé.

1. Que sont les droits fondamentaux ? Comment les décririez-vous ?

Citez au moins trois droits fondamentaux que vous possédez en tant que citoyen de votre pays et décrivez brièvement ce qu'ils sont et pourquoi ils sont importants.

Pouvez-vous citer au moins un droit fondamental que vous possédez en tant que citoyen de l'Union européenne ? Décrivez brièvement en quoi votre vie serait différente si ce droit n'existait pas.

Choisissez l'un des droits que vous avez énumérés ci-dessus. Faites une courte présentation PowerPoint en répondant aux questions suivantes :

Pourquoi ce droit est-il important ? Quel est son pouvoir de changer la politique, la société et le cours de l'histoire ? Quel serait l'impact si le droit que vous avez choisi était supprimé ? Qu'est-ce qui changera pour les gens, pour le pays, pour l'économie, pour la vie sociale et publique ?

2. Démocratie

Avant de poursuivre l'exploration des droits fondamentaux, de leur origine, de la manière dont ils ont été créés et de leur impact sur nos vies, rappelons quelques définitions essentielles. Jusqu'à présent, nous avons mentionné à plusieurs reprises les mots "société démocratique" et "démocratie". Qu'est-ce que la démocratie exactement ? Comment la décririez-vous ? Que savez-vous des différentes formes de démocratie existant dans différents pays et régions du monde ? Quelles sont les différences entre la démocratie en France, en Allemagne, aux États-Unis, au Portugal ou en Bulgarie ? Quels sont les points communs ?

Exercice :

Il n'existe pas de définition uniforme de la démocratie sur laquelle tout le monde serait d'accord. Voici quelques exemples. Selon vous, laquelle décrit le mieux la démocratie ? Pourquoi ? Rédigez un court essai sur votre choix ? Pourquoi est-elle la meilleure ? Qu'est-ce qu'il inclut que les autres ont laissé de côté ?

1. Un système de gouvernement par l'ensemble de la population ou tous les membres éligibles d'un État, généralement par le biais de représentants élus.

2. La démocratie est un gouvernement dans lequel le pouvoir suprême appartient au peuple et est exercé par lui directement ou indirectement par le biais d'un système de représentation impliquant généralement des élections libres organisées périodiquement.
3. Démocratie une unité politique qui a un gouvernement démocratique
4. La démocratie est une organisation ou une situation dans laquelle chacun est traité de manière égale et a des droits égaux.
5. La démocratie est le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple.

Comme vous pouvez le constater, définir la démocratie n'est pas aussi facile qu'il n'y paraît à première vue. Il existe plusieurs questions qui, même si elles n'ont pas de réponses claires, permettraient de différencier les Etats véritablement démocratiques des Etats autoritaires. Par exemple, la démocratie exige que le pouvoir de participation politique soit dévolu à tous les membres éligibles de l'État. Et c'est là qu'apparaissent les premières difficultés : définir qui sont les membres éligibles de l'État ? Quels sont les membres de la société qui sont inclus dans ce groupe de membres éligibles ? Par exemple, dans les anciennes démocraties, les citoyens éligibles ne représentaient qu'une très petite partie de la population. Jusqu'à la moitié du 20e siècle environ, dans la plupart des pays, les femmes étaient exclues de la participation politique. Aujourd'hui, dans le cadre de l'Union européenne, les citoyens de l'UE résidant dans un autre État ont le droit de voter à certaines élections dans leur pays d'accueil (élections locales par exemple) et sont exclus d'autres élections (nationales). Le premier sujet de réflexion est de savoir à quel point le groupe de membres éligibles de la société doit être petit ou grand pour que le gouvernement représente réellement la volonté du peuple et ne se transforme pas en une autre forme de gouvernement (oligarchie, c'est-à-dire le gouvernement de quelques-uns ou aristocratie, le gouvernement des meilleurs).

Une autre question à laquelle il n'y a pas de réponse claire est de savoir de quelles institutions politiques l'exercice de la démocratie a besoin. Les gouvernements démocratiques se présentent sous de nombreuses formes avec des institutions différentes.

Démocratie directe vs. démocratie représentative

Une démocratie directe est un système de gouvernement dans lequel les décisions publiques sont prises directement par le peuple, plutôt que par des représentants élus. Généralement possible uniquement dans les petites communautés, bien que des éléments de démocratie directe existent dans les référendums, les initiatives et les élections de rappel en Californie.

Une démocratie représentative est une forme de gouvernement dans laquelle des représentants sont élus pour élaborer des politiques et appliquer des lois tout en représentant les citoyens. Tous les pays démocratiques modernes sont des démocraties représentatives, et non directes. Une démocratie représentative est également connue sous le nom de république.

Démocratie constitutionnelle vs. démocratie non constitutionnelle

Une démocratie constitutionnelle est un système de gouvernement basé sur la souveraineté populaire dans lequel les structures, les pouvoirs et les limites du gouvernement sont définis dans une constitution.

Une démocratie non constitutionnelle est une forme de gouvernement qui n'a pas ou ne suit pas de règles constitutionnelles. Le gouvernement fait ce que les personnes actuellement au pouvoir choisissent de faire. Pour un citoyen, de tels gouvernements sont imprévisibles et peuvent violer les droits d'une personne en toute impunité.

Démocratie fédérale vs. démocratie unitaire

Une démocratie fédérale est un système de gouvernement dans lequel le pouvoir est divisé constitutionnellement entre une autorité gouvernementale centrale et des unités politiques constitutives (comme les États ou les provinces). Chacune applique directement sa propre loi à ses citoyens et ni le gouvernement national ni les unités politiques constituantes ne peuvent modifier cet arrangement sans le consentement de l'autre.

Une démocratie unitaire est un système de gouvernement dans lequel l'autorité constitutionnelle est entre les mains d'un seul gouvernement central. Les divisions administratives (unités infranationales) créées par le gouvernement central sont responsables de l'administration quotidienne du gouvernement mais n'exercent que les pouvoirs que le gouvernement central choisit de déléguer. La Grande-Bretagne est un exemple de pays doté d'un système de gouvernement unitaire.

Démocratie présidentielle vs. démocratie parlementaire

Une démocratie présidentielle est une forme de gouvernement dans laquelle le pouvoir exécutif est élu séparément du pouvoir législatif. Le chef de l'exécutif, le président, est élu pour un mandat fixe et ne peut être révoqué que par des mesures extraordinaires. Les pouvoirs conférés au président sont généralement équilibrés par rapport à ceux conférés au pouvoir législatif. Dans le système présidentiel américain, le corps législatif doit débattre et adopter les projets de loi. Le président a le pouvoir d'opposer son veto à un projet de loi, empêchant ainsi son adoption. Toutefois, le corps législatif peut passer outre le veto du président s'il peut rassembler suffisamment de votes.

Une démocratie parlementaire est une forme de démocratie représentative dans laquelle le pouvoir politique est confié à un corps législatif élu, mais les pouvoirs exécutif et législatif ne sont pas séparés. Le corps législatif élu (parlement) choisit le chef de l'exécutif (premier ministre). Le pouvoir législatif peut révoquer le premier ministre à tout moment par un vote de défiance et approuve souvent les membres du cabinet du premier ministre. La fusion des pouvoirs législatif et exécutif dans le système parlementaire conduit les membres du parti à voter selon la ligne du parti.

Semi-présidentiel/semi-parlementaire

La démocratie semi-présidentielle/semi-parlementaire est une forme de gouvernement dans laquelle un président directement élu partage le pouvoir exécutif avec un premier ministre et un gouvernement.

Quel est le système démocratique de votre pays ? Quelles sont ses principales institutions ? Par rapport aux autres systèmes démocratiques, quels sont ses avantages et ses inconvénients ? Pensez-vous qu'un autre système démocratique parmi ceux énumérés ci-dessus donnerait de meilleurs résultats démocratiques ? Citez au moins trois raisons pour étayer votre opinion.

Comme nous l'avons vu brièvement, la démocratie et ses formes varient selon les pays. S'il n'est pas facile d'avoir une définition précise de la démocratie, l'ONU a défini que les vraies démocraties ne dépendent pas d'une forme particulière de gouvernement démocratique mais plutôt d'un ensemble de valeurs et de principes :

- Le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales

- la liberté d'association
- la liberté d'expression et d'opinion
- l'accès au pouvoir et son exercice dans le respect de l'État de droit
- la tenue périodique d'élections libres et équitables au suffrage universel et au scrutin secret, en tant qu'expression de la volonté du peuple
- un système pluraliste de partis et d'organisations politiques
- la séparation des pouvoirs
- L'indépendance du pouvoir judiciaire
- La transparence et la responsabilité de l'administration publique
- Des médias libres, indépendants et pluralistes

Un État ne peut pas être une démocratie fonctionnelle si l'une des valeurs et l'un des principes énumérés ci-dessus sont absents dans une société. Choisissez l'une des valeurs énumérées ci-dessus et faites une présentation à son sujet. Incluez dans votre présentation les éléments suivants : définition. Comment est-elle garantie dans votre pays, dans quel document politique se trouve-t-elle ? Trouvez un exemple du passé dans votre pays ou dans un autre pays européen où la valeur de votre choix n'a pas été défendue. Que s'est-il passé ? Comment était la vie des citoyens qui ont été privés du bénéfice de ce droit ? Comment cela a-t-il affecté le pouvoir des citoyens d'exprimer leur volonté ?

Leçon 1 : La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne

valeur qui définit les sociétés véritablement démocratiques. Dans l'Union européenne, ce principe est garanti par la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Le texte intégral de la Charte peut être consulté sur le lien suivant : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:12012P/TXT>. Ce document est important car il ne rassemble pas seulement les droits et libertés fondamentaux dont nous jouissons en tant que citoyens de sociétés démocratiques. Une grande majorité des droits et libertés énoncés dans la charte ont déjà été établis par nos constitutions nationales, les traités de l'UE et la Convention européenne des droits de l'homme. Toutefois, il s'agit d'un document juridiquement contraignant qui a le même pouvoir qu'un traité de l'UE. Cela signifie qu'en tant que telle, elle protège les citoyens de l'UE, car elle prime sur le droit national, rendant ainsi impossible pour tout État membre de limiter ou d'effacer les droits et libertés fondamentaux. Elle oblige chaque État membre de l'UE à garantir les droits et libertés de ses citoyens par le biais de la législation et des institutions, indépendamment du type de système démocratique en place dans le pays.

En tant que citoyens de l'Union européenne, il est important que nous sachions quels sont nos droits et nos libertés. La convention est divisée en 6 grands chapitres, dont les articles énumèrent les droits et libertés auxquels les citoyens peuvent prétendre. Ces chapitres sont :

1. Dignité
2. Libertés
3. Égalité
4. Solidarité
5. Les droits des citoyens
6. La justice

Dans la suite de cette leçon, nous examinerons chacun d'entre eux, les droits qu'ils contiennent, et nous réfléchirons à leur importance à travers des exemples de violation de ces droits et de leur impact sur les citoyens.

Chapitre 1 : La dignité

Qu'est-ce que la dignité humaine ? La dignité de la personne humaine constitue la base de tous les droits fondamentaux. Elle établit le droit de chaque personne à être traitée inconditionnellement de manière éthique et avec respect. La dignité humaine est uniquement inhérente à notre humanité, et ne dépend donc pas de la race, de la classe sociale, du sexe, de la religion, des capacités, de la nationalité, de la santé physique ou mentale ou de toute autre caractéristique. C'est l'affirmation que chaque être humain est précieux sans condition, et cette valeur doit être reconnue et respectée en toute circonstance. Les droits de l'homme découlent donc naturellement de cette dignité. Si le concept de dignité humaine n'est pas nouveau (toutes les grandes religions affirment que toute vie humaine est sacrée), il est devenu une réalité politique pour la première fois au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. En 1948, alors que le monde était encore aux prises avec les horreurs de la guerre, la Déclaration universelle des droits de l'homme a été adoptée par les Nations unies, la dignité humaine étant inscrite dans son préambule : "Considérant que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde". L'importance de cet acte était immense pour l'humanité, car pour la première fois, la dignité politique était reconnue comme étant universelle et n'appartenant pas à un groupe privilégié, une race, une ethnie, une classe, etc. L'impact de la reconnaissance de la dignité humaine est d'une telle importance que nous allons essayer de le comprendre par l'expérience de pensée suivante. La dignité humaine a été universellement reconnue en 1948. Mais imaginons le cours de l'histoire, si l'humanité avait fait ce pas plus tôt, par exemple en 1918. Si tel avait été le cas, la Seconde Guerre mondiale aurait été improbable, car elle aurait rejeté l'idéologie politique qui a motivé le conflit mondial. Par exemple, si le fascisme et ses motivations idéologiques variaient à travers le monde et en Europe, ils avaient tous un point commun : déclarer un groupe particulier supérieur et intrinsèquement digne, tout en dépouillant d'autres groupes de personnes de leur valeur et de leur dignité. Par exemple, dans l'Allemagne nazie : la population allemande avait plus de valeur que le reste, et comme elle avait plus de valeur, elle avait le droit hérité d'opprimer tous les autres.

Le peuple juif était déclaré inférieur, ce qui justifiait les abus, les traitements dégradants et le meurtre de

Des nations entières étaient également considérées comme inférieures, par exemple les peuples d'Europe de l'Est (slaves, grecs, de couleur, roms, etc.) et, en tant que tels, étaient soumis à des traitements humiliants et dégradants par les Allemands.

Les personnes souffrant de handicaps physiques ou mentaux étaient considérées comme inférieures et étaient soumises à des procédures médicales dégradantes (stérilisation forcée) ou au meurtre.

Les personnes LGBT, les opposants politiques, les religieux étaient considérés comme défectueux en raison de leurs idées et subissaient le même sort que les autres.

Le point commun entre tous ces exemples est le suivant. Toutes ces personnes ont été privées de leur dignité, elles ont été étiquetées comme n'ayant aucune valeur, ce qui a permis de justifier les

horreurs commises à leur rencontre. L'idéologie meurtrière qui a motivé la Seconde Guerre mondiale a coûté la vie à 75 millions de personnes dans le monde, et à 15 ou 20 millions de personnes rien qu'en Europe. Lorsque des personnes font l'objet de discriminations et se voient attribuer une valeur en fonction de caractéristiques telles que la race, la religion, la classe sociale, l'origine ethnique, etc., cela crée des sociétés où l'injustice, l'oppression, les abus et les conflits sont monnaie courante. Comme on l'a vu lors de la Seconde Guerre mondiale, si les quelques privilégiés de ces sociétés semblent prospérer pendant un certain temps, c'est inévitablement toute la société qui en pâtit. Dès lors, pourquoi la reconnaissance politique de la dignité humaine par les Nations unies est-elle si importante lorsqu'il s'agit de sociétés équitables et justes et de paix ? Parce qu'en établissant la dignité humaine comme une qualité inhérente à chaque être humain, elle justifie les droits de l'homme et jette les bases de leur protection politique et juridique dans les pays qui ont signé la déclaration. Elle rejette également et met des barrières contre toute idéologie politique qui irait à son encontre à l'avenir. Si le monde avait eu la volonté politique, la perspicacité et la détermination de faire ce pas plus tôt, il est fort probable que le grand conflit n'aurait pas eu lieu du tout. À ce jour, 192 pays dans le monde ont ratifié la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Dès lors, quels sont les droits exacts défendus par ce chapitre de la Déclaration ?

Le chapitre contient des articles de un à cinq, chacun d'entre eux garantissant l'intégrité mentale et physique de la personne humaine.

L'article 1, affirme la dignité humaine en tant que qualité universelle de toutes les personnes, et son caractère inconditionnel.

L'article 2 garantit le droit à la vie à tout individu et interdit tout traitement qui la mettrait en danger. Cet article interdit également la peine de mort, qui a été appliquée dans toute l'Union européenne (n'oubliez pas que la charte est juridiquement contraignante).

L'article 3. Droit à l'intégrité de la personne. Ce chapitre interdit toutes les pratiques non éthiques qui mettraient en danger l'intégrité mentale et/ou physique de l'être humain. Cela inclut les pratiques médicales non éthiques telles que les expériences médicales, les expériences scientifiques, certaines pratiques génétiques (clonage reproductif humain par exemple). Cela inclut également le consentement médical. Cela oblige, par exemple, toute institution médicale à informer la personne des traitements et des procédures médicales qui seront effectués sur elle, y compris les risques potentiels, et à lui demander son consentement formel avant toute procédure médicale.

L'article 4. interdit la torture, les peines et traitements inhumains et dégradants. Ce chapitre comprend également l'interdiction des brutalités policières, des traitements dégradants dans les prisons et les établissements de détention, obligeant les forces de l'ordre à garantir le respect de la dignité de la personne en toutes circonstances.

L'article 5. interdit l'esclavage, le travail forcé, l'exploitation et la traite des êtres humains.

Chapitre 2. Les libertés

Les sociétés démocratiques ne peuvent exister que si leurs citoyens jouissent d'un ensemble de libertés irrévocables et irréversibles. Une démocratie saine est construite et maintenue par des citoyens libres et une société civile forte. Dans les sociétés où les libertés fondamentales sont réprimées, la volonté du peuple est ignorée, l'opinion publique et le débat sont réduits au silence, et la représentation des citoyens dans les structures gouvernementales est diminuée. En bref, plus les

libertés sont réprimées, moins une société est démocratique. Moins les citoyens d'une société jouissent de libertés, moins ils ont la possibilité d'influencer la gouvernance, la législation et les décisions qui les concernent directement. C'est pourquoi le chapitre II de la Convention des droits fondamentaux de l'Union européenne garantit les libertés fondamentales dont nous jouissons en tant que citoyens européens. Le chapitre est composé de 14 articles, chacun représentant une liberté démocratique de base que possèdent les citoyens.

L'article 6 garantit le droit à la liberté et à la sécurité de toute personne. Il protège les personnes contre la détention déraisonnable et/ou illégale. Une personne détenue a des droits, notamment celui d'être jugée dans des délais raisonnables. Par exemple, si vous êtes détenu, dans n'importe quel pays de l'Union européenne, vous avez les droits suivants :

être informé dans une langue que vous comprenez des raisons de votre arrestation et des charges qui pèsent sur vous

être conduit rapidement au tribunal

être libéré sous caution (mise en liberté provisoire pendant la durée de la procédure judiciaire), sous réserve de certaines conditions

avoir un procès dans un délai raisonnable

aller au tribunal pour contester votre détention si vous pensez qu'elle est illégale, et

d'être indemnisé si vous avez été détenu illégalement.

L'article 7 garantit votre droit à la vie privée et familiale, au respect de votre domicile et à vos communications (correspondance) contre toute ingérence illégale. Qu'est-ce que cela signifie exactement ? Ce droit couvre un large éventail de situations susceptibles de porter atteinte à la personne.

Le droit à la vie privée comprend votre droit d'être autonome et de prendre vos propres décisions concernant votre vie privée sans ingérence du gouvernement. Cela signifie que vous avez le droit de déterminer votre style de vie, votre orientation sexuelle, votre apparence, les personnes qui voient et touchent votre corps. Elle protège vos informations privées telles que les données, les photographies, les lettres, les chats, les messages, les dossiers médicaux et officiels contre l'acquisition et le partage sans raison valable (une raison valable n'est définie que par la loi). Il interdit aux gouvernements et aux autres entités de porter atteinte à votre vie privée, y compris la surveillance gouvernementale illégale.

Le droit à la vie familiale garantit que vous avez droit à une famille sans interférence de l'État. La famille comprend vos relations importantes, telles que celles entre partenaires romantiques à long terme (mariés ou non), parents et enfants, frères et sœurs, etc. Ce droit garantit que les familles ne peuvent être séparées de manière arbitraire et illégale, par exemple en expulsant un membre de la famille ou en retirant un enfant de sa famille.

Le droit au respect de votre domicile signifie que votre domicile est protégé contre la surveillance et l'ingérence illicites. Vous avez droit à l'intimité de votre domicile, on ne peut pas vous empêcher d'y entrer ou vous expulser de manière illicite. Cela signifie également que les autorités publiques ne peuvent pas pénétrer dans votre domicile sans raison légale ou sans votre autorisation.

Le respect de votre correspondance garantit que vous avez le droit de communiquer librement et en privé avec d'autres personnes. Personne n'a le droit d'accéder, par exemple, à vos conversations

téléphoniques, vos lettres, vos courriels, vos messages et vos chats sans suivre une procédure appropriée.

Article 8. Protection des données personnelles. Cet article protège vos données personnelles contre toute utilisation non autorisée, vous donne le droit d'accéder, de contrôler et de rectifier les données personnelles collectées à votre sujet. Il vous donne également le droit d'être informé des données qui sont collectées à votre sujet et oblige les tiers à demander votre consentement formel lorsqu'ils le font. La question de savoir quelle est la différence entre la protection de la vie privée et la protection des données personnelles, n'est-elle pas déjà incluse dans l'article précédent ? La réponse est non. Bien qu'il existe un chevauchement important entre les deux, la vie privée et la protection de la vie personnelle, et la protection des données ne sont pas la même chose. C'est pourquoi, surtout à l'ère de la technologie numérique de masse (rappelons que la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne a été ratifiée en 2009), l'UE a veillé à protéger les deux. En résumé, la différence peut être résumée de la manière suivante : La vie privée (respect de la vie privée, de la vie familiale, du domicile et de la correspondance) signifie que vous ne serez pas dérangé sans raison, notamment que votre vie personnelle ne sera pas envahie. En termes d'information, cela signifie que les autres ne collecteront pas d'informations personnelles qui porteraient atteinte à votre vie privée sans votre consentement ou sans raison légale. C'est tout. C'est plus large et, bien qu'elle vous protège contre les intrusions, elle ne dit pas grand-chose sur la façon dont vos données sont traitées et collectées, même si elles sont acquises légalement. Comme d'habitude, le diable se cache dans les détails, et c'est pourquoi nous avons besoin de la protection des données. La protection des données établit des règles claires en matière de collecte, d'utilisation ou de traitement des données à caractère personnel, c'est-à-dire des informations qui vous concernent en tant que personne identifiée ou identifiable. Les autorités, les entreprises et les organisations sont tenues d'avoir une raison légale de collecter, d'utiliser et de traiter vos informations. Elles doivent également prendre des mesures techniques et organisationnelles afin de garantir la responsabilité et la transparence de la manière dont elles traitent les données personnelles et ce qu'elles en font. Une fois la protection des données en place, vous avez des droits à l'information, à l'accès et à la suppression, ainsi qu'à l'action en justice en cas de violation de vos droits. La nécessité de ces deux articles signifie que vous avez le droit de contrôler les informations collectées à votre sujet, ce qu'il en est fait et à quoi elles servent, indépendamment du fait que cela entraîne ou non une atteinte à la vie privée.

Pour que la distinction soit claire, examinons les deux études de cas suivantes :

1. La surveillance de masse révélée par Edward Snowden en 2013.

En 2013, les premiers articles ont été publiés dans le Guardian.

Lorsque les informations sur la surveillance de masse ont été publiquement divulguées par le lanceur d'alerte Edward Snowden, 14 groupes de défense des droits de l'homme et de journalisme ont intenté une action en justice contre les autorités britanniques pour violation du droit à la vie privée (protégé par l'article 7 de la Charte). La raison était que les autorités du Royaume Uni ont intercepté des communications en masse, violant ainsi les droits des citoyens à la vie privée. En 2018, la Cour européenne des droits de l'homme a jugé que la collecte de données sur qui, quoi, quand et comment les personnes communiquent constitue une atteinte grave à la vie privée et une violation des droits de l'homme. La cour a également jugé que la collecte de données de communication de masse n'était pas conforme aux droits des citoyens à n'avoir été soumis à une surveillance que lorsque et dans la mesure où cela est nécessaire dans une société démocratique.

2. L'Union européenne et les États-Unis en matière de protection des données.

L'inclusion de la protection des données comme droit fondamental dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne a conduit à l'élaboration du Règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'Union européenne, étant la première législation au monde protégeant spécifiquement les données personnelles des citoyens européens. Il est entré en vigueur en 2018 et est rapidement devenu une référence pour les lois de protection des données à travers le monde. Qu'est-ce que cela signifie exactement . Vous avez certainement remarqué que dès que vous accédez à un site web, peu importe où il se trouve dans le monde, un message apparaît vous demandant de donner votre consentement à sa politique de confidentialité et de collecte de données avant de poursuivre. La plupart d'entre nous cliquent sur le bouton "oui" sans y penser. Pourtant, le fait que quelqu'un vous demande votre consentement est le résultat de la protection de vos données dans l'UE. Le site peut être situé n'importe où dans le monde, cela n'a aucune importance. Ce qui compte, c'est que vous êtes situé dans l'UE et que vous êtes donc sous la protection de la loi GDPR. Si vous êtes situé aux États-Unis, vous ne recevrez pas ce message la plupart du temps car, là-bas, les entreprises ne sont pas tenues de vous demander la permission de collecter vos informations, ni de vous dire ce qu'elles en feront (sauf dans des cas spécifiques). L'intégration de la protection des données dans la Charte et la loi qui en découle vous donne le droit d'être informé et de contrôler les informations recueillies à votre sujet, les personnes qui les recueillent et la manière dont elles sont utilisées. Les entreprises qui souhaitent avoir une présence numérique dans l'Union européenne doivent garantir qu'elles ont mis en place des procédures adéquates pour collecter, sécuriser et traiter vos informations. Cela signifie que les entreprises exploitant des sites web et des services numériques sont tenues responsables des données qu'elles collectent et qu'en cas d'utilisation abusive, elles peuvent être poursuivies en justice. Elles ne peuvent pas, par exemple, vendre vos informations à une personne qui ne figure pas sur la liste de leur politique de confidentialité, et avec laquelle vous n'avez pas donné votre accord. Vous pouvez également demander que vos informations soient effacées à tout moment, et les entreprises sont tenues de le faire. En résumé, la loi représente la plus grande avancée en matière de protection des données de ces 20 dernières années et vous donne les droits suivants :

Le droit de donner l'autorisation aux entreprises d'utiliser vos informations personnelles.

le droit de faire en sorte que vos informations personnelles ne soient plus accessibles par une entreprise

Le droit de décider si vos informations personnelles seront partagées ou non.

En comparaison, aucun de ces droits n'existe aux États-Unis, car ce pays n'a pas encore de législation garantissant ces droits. Cela signifie que si vous vous trouvez aux États-Unis, vous aurez moins d'informations et de contrôle sur la manière dont vos données personnelles sont traitées et utilisées.

Article 9. Le droit de se marier et de fonder une famille. Ce droit est garanti par la législation nationale. Bien qu'à première vue, il semble aller de soi, il a fait son chemin dans la charte des droits de l'homme car dans de multiples circonstances, il a été violé. Pouvez-vous penser à des exemples où des personnes ont été privées de ce droit ?

Exemple : Les pratiques eugéniques au 20ème siècle.

Qu'est-ce que l'eugénisme ?

L'eugénisme est la croyance selon laquelle les gens héritent de certains traits indésirables, qui peuvent être éradiqués par l'accouplement sélectif de personnes considérées comme supérieures, et ainsi améliorer la race humaine. La promotion et l'application de l'eugénisme ont eu des résultats désastreux, indépendamment du fait qu'il était déguisé sous la motivation d'éliminer les maladies, les handicaps et les caractéristiques humaines indésirables et de réduire ainsi la souffrance humaine. Les partisans de l'eugénisme soutenaient que nous héritons des maladies mentales et physiques, des handicaps, mais aussi de la pauvreté et des tendances criminelles de nos parents. Par conséquent, en empêchant les personnes présentant des caractéristiques indésirables de se reproduire, ils pensaient que ces conditions seraient éliminées du patrimoine génétique. Si l'horreur des pratiques eugéniques a atteint son apogée avec la tentative des nazis de créer une race humaine supérieure, cette pratique a vu le jour au début du 20e siècle en Grande-Bretagne. L'érudit britannique Sir Francis Galton (un cousin de Charles Darwin) a publié en 1883 le livre *Inquiries into Human Faculty and Its Development* qui a tout déclenché. Dans ce livre, il affirmait que la race humaine serait améliorée par la propagation de l'élite britannique. Autrement dit, selon lui, le meilleur être humain est blanc, anglais et issu de la haute société britannique. Bien que ses efforts n'aient jamais vraiment porté leurs fruits en Grande-Bretagne, ils ont été largement adoptés en Amérique. À la fin du XIXe siècle, les premières lois sur le mariage inspirées par l'eugénisme ont été établies dans plusieurs États américains. Les mariages entre personnes atteintes de certaines maladies sont rendus illégaux. Au début du 20e siècle, des structures officielles ont été mises en place dans le pays avec pour objectif de traquer les traits génétiques des familles, définissant ainsi qui aura le droit de fonder une famille et qui ne l'aura pas. Les personnes les plus souvent considérées comme inaptes étaient les immigrants, les minorités, les personnes handicapées ou les pauvres. Les lois eugéniques ont donc pris un tour sombre au début du 20e siècle. L'État de Californie a procédé à lui seul à plus de 20 000 stérilisations forcées de personnes souffrant de troubles mentaux, sous le prétexte de protéger la société des enfants de personnes mentalement inaptes. Des milliers de stérilisations ont été pratiquées sur des minorités dans tout le pays. Une enquête menée par le Government Accountability Office aux États-Unis a révélé qu'entre 25 et 50 % de la population amérindienne avait été stérilisée entre 1970 et 1976.

L'eugénisme américain a servi d'inspiration aux politiques et expériences eugéniques nazies durant la Seconde Guerre mondiale. Dès 1933, l'Allemagne nazie a adopté la loi sur la prévention des maladies héréditaires, qui a entraîné des milliers de stérilisations forcées. En 1945, l'obsession d'Hitler de créer une race supérieure a conduit au meurtre de millions de personnes considérées comme inférieures (principalement des juifs, mais aussi des roms, des Européens de l'Est, etc.) ainsi qu'à l'euthanasie de centaines de milliers d'Allemands souffrant de handicaps mentaux et physiques.

Article 10. Liberté de pensée, de conscience et de religion

Il s'agit d'un droit important servant de garant à des sociétés diverses et libres. Ce droit comprend la liberté de changer de religion ou de conviction et la liberté, soit seul, soit en commun avec d'autres. Il garantit que chacun a le droit de pratiquer sa croyance religieuse dans le culte, l'enseignement, la pratique et l'observance. Ce droit protège également d'autres croyances non religieuses telles que l'athéisme, le pacifisme, etc. et enfin, il inclut le droit à l'objection de conscience (conformément à la

législation nationale), qui permet aux personnes de refuser d'effectuer leur service militaire en raison de leur croyance.

L'Europe et le monde ont une longue histoire de violence à motivation religieuse. Donnez un exemple d'une occasion où des personnes ont été persécutées pour leur croyance et présentez-le à vos pairs.

Examinez : L'Union soviétique et la religion. L'idéologie communiste de l'État soviétique était hostile à la religion et à la pratique religieuse. L'URSS a organisé une longue campagne anti-religieuse entre 1921 et 1941. Une nouvelle législation a été élaborée, interdisant la pratique religieuse, l'enseignement et l'affichage de la croyance religieuse en public. Une campagne d'éducation nationale a été mise en place dans le but de diffuser l'athéisme et la philosophie communiste. La campagne atteint son apogée après 1928, lorsque Joseph Staline critique le parti pour son insuffisance à produire une propagande et des mesures antireligieuses plus actives. La principale cible de la campagne antireligieuse stalinienne était l'église orthodoxe russe et l'Islam, en tant que représentants des deux religions ayant le plus d'adeptes parmi la population des unions soviétiques. Presque tous leurs représentants officiels et de nombreux croyants ont été fusillés ou envoyés dans des camps de travail. Les églises, les mosquées et les écoles religieuses ont été fermées, et les publications religieuses ont été interdites. Plus de 85 000 prêtres et imams orthodoxes ont été exécutés au cours de la seule année 1937.

L'article 11. Liberté d'expression et d'information

Ce droit est la pierre angulaire des sociétés démocratiques, ainsi que celui qui fait le plus souvent l'objet de débats. Il recouvre le droit d'avoir et d'exprimer librement ses opinions, de recevoir et de partager des idées sans ingérence des autorités publiques. Il garantit également la liberté et le pluralisme des médias, que chaque État membre est tenu de respecter et de garantir par sa législation nationale. Ce droit implique également que vous pouvez exprimer vos opinions publiquement (par le biais d'articles, de livres, de la télévision, de l'art, de l'internet et des médias sociaux, etc.) Cependant, ce droit a également des limites qu'il est important de discuter ici. Si vous avez la liberté d'exprimer vos opinions, vous avez également l'obligation de vous comporter de manière responsable et de respecter les droits des autres. Cela signifie que vous n'avez pas le droit de causer du tort à d'autres personnes en dissimulant des informations personnelles et privées concernant d'autres personnes, en les insultant ou en appelant à la violence.

Les autorités publiques peuvent restreindre ce droit dans les cas suivants :

1. protéger les droits d'autres personnes
2. prévenir la criminalité
3. protéger la santé publique
4. protéger la sécurité nationale.

Une autorité publique peut restreindre votre liberté d'expression si par exemple vous encouragez publiquement le racisme ou donnez des informations trompeuses sur des sujets d'importance (par exemple inciter au non respect des mesures de santé publique dans le cadre de la pandémie de Covid-19).

Ce droit est fondamental pour les sociétés démocratiques, dans la mesure où, sans lui, une démocratie se prétend démocratique mais devient un régime autoritaire. Il protège trois aspects fondamentaux formant la liberté d'expression. La liberté de détenir et d'exprimer des opinions sans

crainte de sanction de la part de l'État, la liberté de recevoir des informations librement, la liberté et le pluralisme des médias, qui garantissent l'accès à des informations provenant d'une multitude de sources et de points de vue multiples. Ce droit fondamental a été remis en question à de multiples reprises au cours de l'histoire de l'Europe au XXe siècle.

La liberté de détenir et d'exprimer son opinion. Le pluralisme et le débat sont les pierres angulaires des sociétés démocratiques. Pour fonctionner de manière saine, le pouvoir doit être équilibré par une opposition efficace. Le débat, la discussion et la critique sont au cœur du fonctionnement des sociétés démocratiques. L'une des premières choses qu'infligent les régimes autoritaires est de limiter sévèrement la liberté d'expression, voire de l'éliminer complètement, afin de prendre le contrôle total de la vie sociale, économique et politique d'une société. Tout type de désaccord est sévèrement puni, la justice devient arbitraire et vide de sens, les institutions de l'État deviennent des instruments aux mains de ceux qui sont au pouvoir. Critiquer et être en désaccord avec ceux qui sont au pouvoir devient dangereux.

Nous étudierons en profondeur la liberté d'expression dans la deuxième partie de ce chapitre et son importance pour le bon fonctionnement de la société.

Art. 12. Liberté de réunion et d'association

Cet article protège votre droit de vous associer librement à d'autres personnes dans des syndicats et des associations afin de protéger vos droits. Il protège également votre droit de rejoindre ou de créer un parti politique, une association de la société civile, un syndicat professionnel ou toute organisation légale pour défendre vos intérêts et vos droits. En même temps, personne n'a le droit de vous forcer à participer à un type d'association ou de parti politique contre votre gré.

Pourquoi ce droit est-il important ? Le droit de réunion et d'association garantit avant tout l'une des valeurs fondamentales de la démocratie : Le pluralisme politique. Cela signifie que tout citoyen a le droit d'adhérer à un parti politique ou d'en créer un, et de participer ainsi à la gouvernance du pays. Sans cela, les citoyens seraient sérieusement limités dans leur participation directe à la politique. Deuxièmement, cela garantit qu'il y a plusieurs partis politiques avec des idées et des programmes politiques concurrents parmi lesquels les citoyens peuvent choisir et que ces partis représentent réellement les citoyens (vous êtes libre de les créer et de les rejoindre). Si vous avez des élections où il n'y a pas de choix, comme dans les républiques populaires sous l'Union soviétique, les élections n'ont aucun sens, une imitation futile de la démocratie. Dans la Bulgarie communiste, des élections étaient organisées, mais le seul candidat politique que vous pouviez élire était le parti communiste bulgare, car l'opposition était interdite. Il n'y avait aucune liberté de réunion ou d'association. Le vote était obligatoire, et l'abstention était punie par la loi. Dans la pratique, cela signifie que vous étiez obligé de voter pour le parti communiste, que vous le vouliez ou non. Le seul moyen était de s'abstenir, mais si vous vous absteniez, vous encouriez une peine de prison. Le parti communiste bulgare a remporté toutes les élections.

Deuxièmement, elle garantit le droit de tous les types d'organisations de la société civile telles que les associations, les syndicats, les organisations professionnelles qui se consacrent à la protection de vos lois. Il n'y a pas de démocratie fonctionnelle sans une société civile forte, ou en d'autres termes, sans organisations de la société civile qui se consacrent à la protection de nos droits. Par exemple, il existe des syndicats de consommateurs qui vous protègent contre les comportements commerciaux contraires à l'éthique, des syndicats qui protègent les droits des employés et des travailleurs, des organisations qui protègent les droits des groupes minoritaires, etc. etc. Tous ces syndicats et

organisations influencent la prise de décision, les politiques, l'élaboration et la mise en œuvre des lois, en veillant à ce que les législations adéquates soient d'abord adoptées, puis appliquées correctement. Chaque citoyen a la liberté de rejoindre une organisation de la société civile ou d'en créer une.

Art. 13 Liberté des arts et des sciences. Ce droit signifie que dans les sociétés libres, les arts et les sciences ne doivent pas être soumis à des pressions politiques, économiques ou autres.

Pourquoi ce droit est-il important ? Ce droit découle naturellement de la liberté d'expression, mais il est plus que cela. Historiquement, la suppression de l'indépendance académique et culturelle a conduit des sociétés entières au désastre. En ce qui concerne la science et les universitaires, la pression politique, par exemple, a toujours eu des résultats négatifs, car elle crée une pression pour produire un résultat prédéterminé, indépendamment du fait que les faits peuvent indiquer le contraire. L'objectivité et la vérité dans la science sont primordiales pour sa validité. Par exemple, les politiques économiques de l'Union soviétique ont détruit des industries entières et conduit à l'effondrement économique de pays entiers à plusieurs reprises entre 1945 et 1990. Et pourtant, la pensée économique objective était interdite et fortement sanctionnée par les régimes soviétiques. Seuls les travaux scientifiques soutenant la politique officielle étaient autorisés à être publiés, diffusés et étudiés. La science médicale est un autre exemple de domaine où la pression politique exercée sur l'éducation et la recherche a conduit à des soins médicaux médiocres pour l'ensemble de la société. Il est certainement préférable pour la société et ses citoyens d'être traités par des médecins compétents en médecine, plutôt que fidèles à tel ou tel parti politique. La pression exercée en Bulgarie a touché tous les aspects de la vie universitaire et culturelle. Par exemple, entre 1945 et 1956, le parti communiste a purgé toute l'élite intellectuelle et culturelle du pays. Des milliers d'universitaires, d'enseignants, de couches, de médecins, de pharmaciens, de journalistes, d'architectes, d'ingénieurs, d'écrivains, d'artistes, de musiciens, de professeurs d'université ont disparu, ont été condamnés à mort, emprisonnés, internés dans des camps de concentration ou démis de leurs fonctions. Dès 1944, une censure sévère a été appliquée et la direction du parti communiste a interdit les ouvrages universitaires et culturels des principaux auteurs nationaux et internationaux. La possession de toute littérature ou œuvre d'art interdite était passible de prison. Des purges ont été organisées dans tous les établissements d'enseignement, comme en témoignent les extraits de la transcription suivante de la session parlementaire de 1946 motivant les réformes dans l'éducation et la science :

"Le Gouvernement du peuple jette les bases d'un enseignement universitaire rénové, d'un développement puissant et progressif des sciences. A l'heure actuelle, avec un retard important, nous intervenons pour anéantir de manière décisive le lourd héritage fasciste dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la science.(...) Les réactionnaires de l'université n'ont pas encore été démantelés. Ces derniers temps, ils sont même devenus plus forts et plus audacieux. Les raisons de cette situation intolérable sont les suivantes : la purge après le 9 septembre a été insuffisante et les sanctions trop faibles. Il y a quelques mois, l'Union des scientifiques, avec la coopération du ministère de l'information, a publié un rapport pour défendre la cause nationale de la Bulgarie. Le document a été signé par 158 de nos professeurs, scientifiques et institutions scientifiques. Les professeurs réactionnaires ont refusé de signer. Un professeur de la Faculté d'histoire et de linguistique a déclaré qu'ils avaient décidé de ne pas signer, ce qui signifie que le centre réactionnaire de cette faculté a décidé de ne pas signer un document en faveur de la Bulgarie. Une telle situation dans les institutions où sont préparées les futures ressources humaines économiques, technologiques et culturelles de la Bulgarie ne peut être tolérée.

Les réactionnaires sont également très actifs parmi les étudiants. Il pourrait en être autrement puisque dans les universités étaient autorisés un grand nombre de fascistes et de réactionnaires actifs. Aujourd'hui, ils dirigent la nouvelle opposition, se déguisant sous différents masques. Les étudiants et les professeurs réactionnaires sont en totale coopération et coordination. (...)

Par décision du Conseil des ministres, une commission a été créée pour mener une enquête et proposer la réorganisation nécessaire de l'enseignement supérieur et de la science, y compris un changement nécessaire du personnel académique et du personnel de l'Académie des sciences, dans le but de renvoyer les académiciens réactionnaires et inaptés et de les remplacer par de nouvelles forces scientifiques progressistes. La commission a récemment terminé son travail. Son rapport sera bientôt remis au conseil des ministres. Le conseil des ministres approuvera les changements dans le personnel académique, et les réformes de l'enseignement supérieur seront acceptées par le parlement. La commission propose la suppression d'un certain nombre de professeurs d'université réactionnaires et fascistes les plus établis, tandis que d'autres, moins fautifs, ne seront pas affectés pour l'instant, dans l'espoir qu'ils tireront les bonnes conclusions du cours que prend le gouvernement populaire. S'ils ne le font pas, ils seront licenciés ultérieurement. La commission a accordé une attention particulière à la préparation idéologique du futur personnel, car il est très important pour nous d'avoir non seulement de bons spécialistes, mais aussi un personnel loyal envers son pays et son peuple. (...)"

Le texte suivant décrit ce qu'a été la réforme de l'intérieur de l'université. L'auteur, Georgi Markov, était étudiant à l'université au moment de la mise en œuvre de la réforme :

"Le changement décisif et fatal dans mon pays s'est produit lorsque j'étais étudiant. Lorsque ma classe est entrée à l'université polytechnique en 1947, nous étions citoyens d'un seul monde. Lorsque nous avons terminé nos études en 1952, nous étions les citoyens d'un autre monde. Symboliquement ou non, de "Monsieur" et "Mademoiselle" nous sommes devenus "camarades". Les examens d'admission à l'université que nous devions passer, reflétaient encore dans une large mesure le sens "bourgeois" de l'objectivité et de l'équité, car dans les universités étaient réellement admis les mieux préparés. Seulement cinq ans plus tard, il ne restait plus rien d'un système d'admission objectif. Le règne de "mon gars", des relations et des ficelles s'est imposé comme la principale méthode de sélection des ressources humaines et la principale qualité pour avancer dans la vie. (...)

Au tout début, parmi nous, les nouveaux étudiants, sont apparus des jeunes gens ordinaires, qui non seulement n'avaient pas réussi d'examen d'entrée, mais dont certains n'avaient pas fait d'études secondaires. Ils sont entrés à l'université grâce à un privilège secret et exceptionnel. Bien qu'ils soient très éloignés des sciences qu'ils sont censés étudier, les expressions de leur visage témoignaient d'un sens particulier de l'importance. Souvent, sous leurs vêtements de dessus, nous pouvions voir les contours d'une arme à feu. Le tout premier sentiment qu'ils exprimaient envers nous, le reste des étudiants, était une haine inexplicable et une suspicion constante. Leur haine envers les étudiants les plus brillants ou ceux dont la personnalité était la plus attrayante était particulièrement forte. Ils étaient très souvent absents des cours et tenaient de longues réunions secrètes, qui duraient souvent jusque tard dans la nuit. Nous étions conscients qu'ils nous suivaient, qu'ils écoutaient nos conversations et que leurs visages étaient de plus en plus menaçants. Ils étaient les organisateurs de toutes sortes d'événements publics et nous maltraitaient, nous assignant des tâches qui n'avaient rien à voir avec le processus d'apprentissage. Ils nous traînaient dans les rassemblements, les réunions et les brigades de travail et exigeaient que nous scandions leurs slogans. Ce sont eux qui ont organisé les cercles d'étudiants pour étudier les documents de propagande du parti. Les résultats d'apprentissage de la plupart d'entre eux étaient nuls, mais ils

réussissaient leurs examens d'une manière mystérieuse. (...) Et quand, en 1948-49, la vague insensée de purges étudiantes a éclaté, quand les fourgons de la sécurité de l'État se sont alignés devant les portes de l'université pour emmener les étudiants nouvellement expulsés, il est devenu clair pour nous tous quelle science nos sinistres collègues avaient étudiée pendant tout ce temps. De façon soudaine et absurde, il s'est avéré que les étudiants les plus capables, les plus talentueux, les plus distingués devaient quitter les sciences pour lesquelles ils étaient appelés. Je n'oublierai jamais la grande réunion dans le hall où l'on a lu les listes des personnes expulsées des organisations étudiantes, ce qui signifiait aussi l'expulsion automatique de l'université. Je n'oublierai jamais le silence barbare dans lequel les victimes et les survivants ont voté en faveur de cette mesure avec une unanimité mortelle. Je pense maintenant que nous étions tous si effrayés par les arrestations, les passages à tabac et les cruautés qui ont déferlé sur le pays que personne n'a osé s'y opposer. Pourtant, mon collègue Pavel, qui était l'un des brillants mathématiciens du cours, au passé politiquement "stable", n'a pas pu supporter cette scène d'humiliation collective. Il se leva et dit fermement : "Ce que vous faites est honteux. Vous excluez les meilleurs élèves. A quoi cela sert-il ? Je dois vous dire que j'ai honte d'être un étudiant. " Il a à peine prononcé ses derniers mots que quelqu'un a suggéré de l'inclure dans la liste. Tout le monde a voté en sa faveur. Cette intempérance a coûté à Pavel trois ans de travaux forcés. Je ne suis pas sûr que s'il y en avait plus comme lui, les choses auraient tourné différemment. (...) Cet hiver, 1948-1949, nous autres étions déjà des "camarades". Notre camaraderie s'exprimait par l'obéissance silencieuse, la peur, la servilité, la participation à toutes sortes d'événements de masse tels que : manifestations, brigades de travail et cercles d'étude sur la biographie du camarade Staline ou celle de Georgi Dimitrov. Nous devions prononcer des phrases que personne ne croyait, des absurdités comme "le chef le plus ingénieux, le père et le professeur de toute l'humanité progressiste." Notre individualité intellectuelle s'est dégradée en celle de moutons bêlants dressés, mais nous sommes restés avec la conscience torturante de la situation dans laquelle nous nous trouvions. Nous avons vu que nos professeurs, parmi lesquels se trouvaient des érudits de renommée internationale, des personnes de grande autorité, se sont rétractés dans leur coquille académique et semblaient souffrir d'une peur encore plus grande. La plupart d'entre eux prétendaient se consacrer uniquement à leurs sciences spéciales et ne pas s'intéresser à la réalité. D'autres ont sagement et rapidement adopté la nouvelle doctrine politique, ce qui a stabilisé leurs positions. Les directions des cours et des facultés de l'organisation de jeunesse avaient plus de pouvoir que l'administration. Les listes qui étaient établies pour exclure les étudiants n'étaient pas faites par eux. Elles leur étaient apportées par la sécurité de l'État et les comités du parti. Il est devenu courant de convoquer des étudiants individuels dans le bureau de l'administration et de leur poser des questions afin d'obtenir des informations sur leurs collègues ou leurs professeurs. D'une manière ou d'une autre, il s'est créé une atmosphère de surveillance constante, dans laquelle la moindre déraison pouvait avoir des conséquences décisives. Peu à peu, notre sens de l'auto-préservation s'est développé à tel point que nous avons tous acquis des visages sombres, et dans la deuxième moitié de nos études, il était déjà difficile de nous distinguer des véritables "camarades". "

Article 14 Droit à l'éducation

Ce droit garantit que chaque citoyen européen a accès à une éducation abordable et de qualité. Il inclut le droit à l'éducation continue et professionnelle, ce qui signifie que les citoyens ne peuvent être exclus d'aucun niveau d'éducation qui leur permettrait de se qualifier pour une profession. Il garantit que chaque citoyen doit avoir accès à un enseignement gratuit et obligatoire, qui lui permettrait d'acquérir la qualification minimale nécessaire pour intégrer le marché du travail. Enfin, il inclut la liberté de fonder des établissements d'enseignement dans le respect des principes démocratiques et le droit des parents d'assurer l'éducation et l'enseignement de leurs enfants conformément à leurs convictions religieuses,

philosophiques et pédagogiques doit être respecté, conformément aux lois nationales régissant l'exercice de cette liberté et de ce droit.

Pourquoi ce droit est-il important ?

Tout d'abord, au niveau individuel, une éducation de qualité est cruciale pour que chacun d'entre nous puisse trouver un emploi qui le satisfasse, participer activement au marché du travail et à la vie publique de la communauté. Elle garantit également qu'en ayant une activité professionnelle, nous avons accès à une bonne qualité de vie et à la stabilité matérielle. Deuxièmement, une société composée d'individus bien éduqués (capital humain), est naturellement à la pointe du développement économique, et grâce à leur travail, elle est capable de produire des résultats de plus grande valeur, c'est-à-dire de produire plus de richesse. La plus grande partie de la richesse produite par notre communauté est réinvestie dans notre société, non seulement sous forme de capital financier, mais aussi sous de nombreuses autres formes telles que des méthodologies, des approches et des produits nouveaux et plus efficaces dans tous les domaines de notre vie. Plus le résultat de notre travail a de valeur, plus tous les domaines de la vie sont développés. Nous sommes en mesure de jouir d'une meilleure qualité de vie, de disposer de meilleurs systèmes d'aide sociale, de meilleurs soins de santé, de services publics plus efficaces, etc. Une économie fondée sur la connaissance est capable d'innovation et de croissance positive, ce qui profite à tous les domaines de notre vie. Par exemple, si nous disposons d'une capacité d'innovation et de recherche médicale bien développée, notre société bénéficiera de soins de santé de meilleure qualité, plus abordables et plus efficaces, ainsi que de professionnels de la santé plus compétents. Historiquement, l'accès à l'éducation n'a pas été facile, ni abordable pour tous. La promotion de l'accès à une éducation efficace et de qualité pour tous a été un processus graduel et inégal tout au long du 20e siècle. Au début du siècle dernier, une grande partie des citoyens européens n'avaient qu'un accès très limité, même à l'éducation de base, et celle-ci était souvent de mauvaise qualité. Par exemple, au Portugal, l'accès généralisé à l'éducation a été mis en œuvre à la fin de la seconde moitié du XXe siècle. Le premier résultat en a été que la scolarisation était limitée et que le travail des enfants était répandu. Les enfants étaient massivement employés dans des industries à haut risque pour leur santé. En 1950, la plupart des enfants n'avaient encore qu'une année d'école, alors que l'éducation continue et supérieure n'était accessible qu'aux classes les plus aisées de la capitale. La majorité des enfants étaient employés dans les usines, l'agriculture et les services. L'éducation de base était également de mauvaise qualité dans la plupart des pays, avec des classes surchargées (plus de 40 élèves par enseignant) et des enseignants insuffisants. Une éducation continue et de qualité était également inabordable pour la majorité des Portugais, car le coût était élevé et la famille pouvait difficilement épargner le travail ou le salaire des enfants. La situation au Portugal a commencé à changer rapidement après le milieu des années cinquante du 20e siècle, en raison de l'évolution des besoins de l'économie et du besoin de main-d'œuvre qualifiée. Entre le milieu des années 50 et 1970, la scolarité obligatoire a été portée à six ans, ce qui a automatiquement entraîné une baisse du travail des enfants. La qualité de l'enseignement s'est également améliorée, le ratio enseignant/élèves étant passé de 40 à 31 au cours de cette période. En 1986, la scolarité obligatoire pour tous était déjà de neuf ans, ce qui a permis à un plus grand nombre de personnes d'accéder à l'enseignement universitaire et, par conséquent, à des possibilités d'emploi plus gratifiantes.

Article 15. Liberté de choisir une profession et droit d'exercer un travail.

Ce droit garantit que chaque citoyen est libre de choisir la profession qu'il veut exercer et qu'aucun citoyen n'est empêché de quelque manière que ce soit d'exercer un travail énuméré. Ce droit garantit également la liberté de circulation des personnes dans l'ensemble de l'Union. Cela signifie que vous avez le droit de chercher un emploi et de travailler dans n'importe quel État membre de l'Union européenne aux mêmes conditions que les citoyens locaux du pays de votre choix. Ce droit garantit également que les ressortissants de pays tiers (c'est-à-dire les personnes originaires de pays qui ne sont pas membres de l'Union européenne), qui ont acquis le droit de travailler dans votre pays, bénéficient exactement des mêmes conditions que les citoyens européens.

Pourquoi ce droit est-il important ?

Ce droit garantit que chaque citoyen ou résident d'un pays européen est traité équitablement et bénéficie de possibilités et de conditions de travail adéquates. Il couvre tout d'abord le fait que chacun d'entre nous puisse choisir sa profession. Nous ne pouvons pas être interdits d'occuper des postes en raison de notre

race, de notre religion, de notre sexe, de notre affiliation politique ou de toute autre raison subjective, non directement liée à notre qualification professionnelle. Par exemple, historiquement, la possibilité pour les femmes d'occuper des fonctions publiques a été limitée dans la plupart des pays européens au cours de la première moitié du 20e siècle. Le processus d'ouverture des postes d'emploi de niveau inférieur aux femmes a été progressif, les pays d'Europe du Nord ayant été les pionniers en la matière.

Ce droit garantit également qu'en tant que citoyen européen, si vous souhaitez vous installer et travailler dans un autre pays de l'UE, vous pouvez le faire facilement et sans aucun obstacle. Vous avez également le droit de bénéficier exactement des mêmes salaires, horaires, conditions de travail et avantages sociaux que les citoyens nationaux. Avant l'adhésion à l'UE, ce processus était beaucoup plus difficile, car chaque pays avait ses propres conditions pour autoriser le droit de travailler aux étrangers et dans quelles conditions. Les restrictions étaient nombreuses et il était difficile d'obtenir un permis de travail, de trouver un emploi et de bénéficier de conditions de travail égales.

Enfin, ce droit garantit que les citoyens non-européens qui ont acquis un permis de travail dans l'UE sont traités de la même manière que les Européens. Cela signifie qu'une personne étrangère employée légalement dans l'UE ne peut pas être payée moins, travailler plus d'heures que la durée légale officielle, être privée de protection et de prestations sociales, etc.

Article 16. Liberté d'entreprise.

Ce droit garantit que chaque citoyen a le droit de créer et de diriger sa propre entreprise en respectant les lois du pays où il est établi et de l'UE. Ce droit découle naturellement du précédent, la liberté de choisir une profession. Vous pouvez choisir non seulement d'être employé dans le domaine de travail que vous souhaitez, mais vous pouvez également être votre propre employeur en créant votre propre entreprise. Historiquement, ce droit a été restreint à de nombreuses reprises à différentes époques. Par exemple, sous l'Union soviétique, le droit de diriger une entreprise a été supprimé. Aucun citoyen ne pouvait diriger un commerce ou posséder une entreprise commerciale. Cela limitait considérablement les possibilités de travail des gens, car tous les emplois disponibles étaient détenus par l'État soviétique. La croissance, le développement professionnel, le salaire, les conditions de travail et les avantages sociaux dépendaient donc uniquement de l'employeur, et les possibilités de trouver ou de créer de meilleures conditions n'existaient pas car il n'y avait pas de concurrence. Où que vous travailliez, votre employeur est toujours le même : l'État. L'initiative économique individuelle est rendue illégale et tout type d'entreprise privée est persécuté comme une activité criminelle.

Article 17. Droit à la propriété.

Ce droit garantit que tu peux avoir, utiliser et disposer de tes biens légalement acquis sans que l'État n'interfère avec ta volonté. Vos biens ne peuvent pas vous être retirés, sauf en cas d'intérêt public et à condition que vous receviez une indemnisation équitable, correspondant à la valeur de vos biens. Cela peut s'appliquer, par exemple, si vous êtes propriétaire d'un terrain où passerait une autoroute. Dans ce cas, l'État peut acquérir le terrain que vous possédez pour construire l'autoroute à condition que vous receviez le prix du marché pour votre propriété. La loi s'étend également à la propriété intellectuelle, garantissant ainsi que si vous êtes le créateur ou l'auteur d'une œuvre artistique ou intellectuelle, celle-ci ne peut être utilisée par d'autres que si vous êtes payé à sa juste valeur.

Pourquoi ce droit est-il important ?

Ce droit est fondamental pour une société équitable et juste. Il est impossible d'avoir une société prospère lorsque certains individus sont privés du droit à la propriété ou lorsque notre propriété peut nous être retirée arbitrairement à tout moment. Historiquement, les régimes autoritaires ont systématiquement violé ce droit. L'un des moyens de faire pression, d'attaquer et de ruiner les opposants politiques était de les priver de leurs biens. Le processus d'aryanisation dans l'Allemagne nazie était une telle action. Son objectif était de priver par la force les Juifs de leurs biens et de les transférer à des propriétaires "aryens". Le processus a commencé en 1933, lorsque Hitler est arrivé au pouvoir grâce à des pressions législatives et administratives, et s'est terminé avec l'Holocauste. On estime qu'entre 1933 et 1945, les nazis ont saisi des biens pour un montant de 230 à 320 milliards de dollars américains. Plusieurs méthodes ont été utilisées pour priver les Juifs de leurs biens. Les premières mesures législatives visant à exclure les Juifs de la vie publique et économique du pays ont été mises en œuvre peu après l'arrivée

d'Hitler au pouvoir. Le Paragraphe aryen et les lois de Nuremberg interdisent aux Juifs d'occuper des postes publics, ainsi que d'exercer un grand nombre de professions. La pression économique et l'appauvrissement des Juifs allemands ont alors commencé. En 1938, il est interdit aux Juifs de posséder des entreprises et de fournir des biens et des services. La même année, ils sont contraints de fournir à l'État nazi des inventaires décrivant toutes leurs possessions d'une valeur supérieure à 5000 Reichmarks, leur accès aux comptes bancaires est restreint, toutes les entreprises appartenant à des Juifs sont répertoriées et vendues à bas prix à des "propriétaires aryens". Une "taxe de fuite" nazie est également mise en place en Allemagne, ciblant les personnes qui voudraient quitter le pays. Elle les oblige à payer une taxe substantielle à l'État, afin d'obtenir la permission de partir. La taxe d'évasion est augmentée plusieurs fois, obligeant ainsi ceux qui veulent émigrer à abandonner la plupart de leurs biens.

Article 18 et Article 19 : Droit d'asile et protection en cas d'éloignement, d'expulsion et d'extradition.

Ces deux droits sont d'une importance cruciale pour garantir l'ensemble des droits de l'homme. Le droit d'asile garantit que toute personne en danger de persécution, de guerre, de mort ou de menace imminente dans son pays d'origine se verra accorder l'asile et la protection dans tout pays de l'Union européenne. L'article 19 interdit le renvoi de personnes vers des pays où elles risquent la mort, la torture ou tout autre traitement inhumain ou dégradant. Il interdit également les expulsions massives. Ces deux droits découlent de la convention de Genève des Nations unies sur les réfugiés, signée en 1951, au lendemain du pire conflit que le monde ait jamais connu, lorsque des millions de personnes se sont vu refuser toute protection et ont donc péri. Tout ce qui est interdit par ce droit s'est produit à cette époque. L'Allemagne nazie a pratiqué des déportations massives de tous les territoires occupés, ce qui a entraîné la mort de millions de personnes. De nombreux pays ont refusé d'accueillir les personnes fuyant les persécutions nazies, et beaucoup ont été renvoyés en Allemagne ou dans d'autres pays occupés par les nazis, où ils ont été déportés et tués. Luis, qui a quitté en 1939 les côtes européennes avec 900 réfugiés juifs allemands à son bord, cherchant l'asile en Amérique. Ils ont été rejetés par les gouvernements de Cuba, des États-Unis et du Canada. Ils ont été renvoyés en Europe, où un tiers d'entre eux ont été tués et beaucoup d'autres ont été emprisonnés dans les camps de concentration nazis. Vous pouvez lire l'histoire ici : <https://www.history.com/news/wwii-jewish-refugee-ship-st-louis-1939>. Vous pouvez regarder le film retraçant l'histoire réelle de ces personnes ici : [Voyage of the Damned \(1976\)](#)



Chapitre 3. L'égalité

Qu'est-ce que l'égalité ? L'égalité signifie que dans nos sociétés, toutes les personnes sont traitées de la même manière et que personne ne peut exercer de pouvoir et de contrôle sur les autres sans leur

consentement. L'égalité est un principe fondamental des sociétés démocratiques, car elle garantit que tous les citoyens sont traités équitablement. Elle signifie que chaque personne a exactement le même statut face à l'État et aux autres. L'égalité découle naturellement de notre dignité humaine intrinsèque, ce qui signifie qu'aucune personne ou groupe de personnes n'est meilleur ou supérieur aux autres. Tous ont les mêmes droits, les mêmes libertés et la même dignité. Le chapitre "Égalité" de la Charte garantit que tous les citoyens de l'Union bénéficient des droits et libertés stipulés dans les autres chapitres. Les articles 20 à 26 garantissent que la valeur de l'égalité est respectée par les États membres de l'Union.

Article 20. Égalité devant la loi.

Cet article signifie que toute personne est égale devant la loi. Les lois et les règlements doivent être appliqués de la même manière à toutes les personnes et à tous les groupes de personnes dans notre société.

Exemple : L'égalité *völkisch* sous l'Allemagne nazie.

Le nazisme rejetait le concept d'égalité de tous les êtres humains et seuls ceux qui étaient qualifiés comme appartenant à la race supérieure "aryenne" bénéficiaient de tous les droits devant la loi. Par définition, cela signifiait que la véritable égalité était inexistante, puisque les membres de la "race maîtresse" pouvaient subordonner tous les autres, les personnes qui n'étaient pas "aryennes" étant automatiquement considérées comme inférieures et donc privées des droits dont jouissait la race "allemande". Le gouvernement nazi a donc mis en œuvre de nombreuses lois qui favorisaient les inégalités dans la société de l'époque. Les enfants "non aryens" n'avaient pas les mêmes possibilités d'éducation, les personnes considérées comme inaptes ne pouvaient pas occuper certaines positions dans la société, n'avaient pas le droit d'exercer de nombreuses professions, certaines personnes considérées comme inférieures ne pouvaient pas se marier librement ou avoir des enfants, etc. Plus tard, pendant la Seconde Guerre mondiale, environ 12 millions de personnes issues des pays occupés ont été soumises au travail forcé et à l'exploitation par les nazis.

Article 21. Non-discrimination

Cet article interdit toute discrimination fondée sur des motifs tels que le sexe, la race, la couleur, les origines ethniques ou sociales, les caractéristiques génétiques, la langue, la religion ou les convictions, les opinions politiques ou toute autre opinion, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle. Le monde et l'Europe ont une longue histoire de discrimination pour tous ces motifs. Des millions de personnes ont souffert et ont été traitées injustement en raison de la discrimination. Vous pouvez en savoir plus sur la discrimination, ses formes, ses effets et la manière de la combattre dans l'article spécialement consacré par le Conseil de l'Europe : <https://www.coe.int/en/web/compass/discrimination-and-intolerance>.

Article 22. Diversité culturelle, religieuse et linguistique

Cet article protège les minorités culturelles, religieuses et linguistiques en Europe. Il garantit que si vous appartenez à un groupe minoritaire, vous avez le droit de pratiquer et d'exprimer publiquement votre culture, de parler votre langue maternelle et de pratiquer votre religion. Les droits des minorités ont été annulés à de nombreuses reprises au cours de l'histoire. Par exemple, dans la Roumanie communiste, sous le dictateur, où vivent de nombreuses minorités, un processus de "roumanianisation" a été mis en œuvre, visant principalement la minorité hongroise du pays. Les restrictions englobaient tous les domaines de la vie, comme la restriction de l'utilisation des langues minoritaires, la fermeture des écoles et des universités, la destruction des monuments culturels, l'interdiction de voyager et la limitation des contacts avec les proches en Hongrie, l'interdiction des journaux, de la radio et de la littérature en langue hongroise, la limitation des emplois, des professions et des postes publics pour les minorités, etc.

Article 23. Égalité entre les hommes et les femmes.

Ce droit garantit que les femmes et les hommes ont des droits égaux dans tous les domaines de la vie, y compris le travail et la rémunération. La lutte pour l'égalité des sexes est un long processus qui s'étend sur l'ensemble des XIXe et XXe siècles. Par exemple, au début du 20e siècle, dans la plupart des pays européens, les femmes n'avaient pas de droits politiques, elles n'avaient pas le droit de voter ou de se

présenter aux élections, l'accès à l'emploi et aux fonctions publiques était limité, elles n'avaient pas les mêmes droits familiaux, comme la gestion de leurs biens, le divorce, la garde des enfants, etc. Si bon nombre de ces restrictions appartiennent au passé dans la plupart des pays européens (d'un point de vue juridique, aucun pays de l'UE n'a plus de législation discriminatoire), le principal problème qui persiste dans notre société est l'écart de rémunération entre les sexes. Cela signifie que les femmes sont moins bien payées que les hommes dans l'Europe d'aujourd'hui. Étudiez le document suivant pour mieux comprendre l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes et les raisons de cet écart, puis répondez aux questions suivantes : Voyez où en est votre pays. L'écart de rémunération est-il nettement supérieur ou inférieur à la moyenne de 14,7 % ? Quelles sont, selon vous, les principales raisons de cet écart dans votre pays ? Que peut-on faire pour l'éradiquer ? https://ec.europa.eu/info/policies/justice-and-fundamental-rights/gender-equality/equal-pay/gender-pay-gap-situation-eu_en.

Les articles 24, 25 et 26 garantissent les droits des groupes les plus vulnérables de notre société, les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées.

L'article 24 garantit que les enfants de l'UE bénéficient des soins et de la protection nécessaires à leur bien-être.

Cela signifie que chaque État doit veiller à ce que les enfants bénéficient d'un foyer sûr et sain, aient accès à tous les biens et services nécessaires à leur bien-être, tels que la nourriture, l'eau, les soins de santé, l'éducation, l'assistance personnelle et éducative, etc. Il garantit que dans toute action entreprise, par la famille ou l'institution, l'intérêt supérieur de l'enfant est toujours respecté. Cet article garantit que chaque enfant a une relation avec ses deux parents, sauf si cela est contraire à son intérêt supérieur (en cas de maltraitance par exemple). Les droits de l'enfant dans l'UE sont détaillés dans la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant, qui peut être consultée à l'adresse suivante : <https://www.ohchr.org/en/professionalinterest/pages/crc.aspx>.

L'article 25 protège les citoyens âgés de l'Union européenne. Ce droit garantit que les citoyens âgés doivent mener une vie digne et indépendante et participer à la vie sociale et culturelle de la communauté.

L'article 26 protège les droits des personnes handicapées en s'assurant que chaque État membre met en œuvre des mesures garantissant leur indépendance, leur intégration sociale et professionnelle et leur participation à la vie de la communauté. Ces mesures comprennent l'accès à une éducation de qualité, l'accès aux équipements physiques, l'accès aux possibilités d'emploi, l'accès aux soins de santé et aux services, etc.

Chapitre 4. La solidarité

Ce chapitre de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne est consacré à la garantie de notre protection sociale en tant que citoyens de l'Union.

Il englobe les droits dont nous bénéficions dans différents domaines de notre vie, tels que les conditions de travail, les soins de santé, la protection de la famille, la protection de l'environnement, etc. L'importance de ce chapitre est qu'il garantit que dans des situations particulières de notre vie, comme le chômage, la parentalité, la maladie, etc., nous pouvons bénéficier d'une assistance sociale, de services et d'une protection de la part de l'État et de la communauté. Il s'agit d'une pierre angulaire des sociétés européennes où les prestations et services sociaux sont étendus à tous les citoyens. Il n'en va pas de même dans tous les pays du monde qui ne disposent pas d'un système social solidaire, s'étendant à tous. Un exemple de cette différence est celui des soins de santé. Contrairement aux pays européens, les États-Unis n'ont pas de système de santé public et solidaire. Qu'est-ce que cela signifie en pratique ? Si vous êtes un citoyen de l'Union européenne, vous avez accès aux soins de santé. C'est un de vos droits dans l'UE, comme vous le verrez dans ce chapitre. Vous pouvez aller chez le médecin, être admis dans un hôpital et vous serez pris en charge indépendamment du fait que vous soyez riche ou pauvre, employé ou chômeur, ou du coût de votre traitement. C'est ce qu'on appelle les soins de santé universels. Cela signifie que nous payons les soins de santé en tant que société et non en tant qu'individus. De cette façon, nous minimisons les coûts pour chaque citoyen, et ceux qui auront besoin de soins médicaux pourront se les offrir. C'est un exemple de solidarité en action.

Si vous êtes aux États-Unis, ce ne sera pas le cas. Comme il n'y a pas de système de soins de santé universel là-bas, chaque citoyen individuel doit couvrir ses dépenses de santé. Comme les soins de santé sont coûteux, vous devez souscrire une assurance privée. Selon les conditions de cette assurance, vous pouvez avoir accès à certains services de santé et pas à d'autres. Le principal impact de cette situation est que l'accès aux soins de santé aux États-Unis est parmi les plus faibles du monde développé. Si vous perdez votre emploi par exemple, il est fort probable que vous perdiez votre accès aux soins de santé car vous n'aurez plus les moyens de payer l'assurance. Vous n'avez aucune protection dans ce type de situation car l'accès aux soins de santé n'est pas reconnu comme un droit fondamental aux États-Unis.

Les droits couverts par le chapitre de la solidarité sont discutés ci-dessous. Les articles 27 à 32 vous protègent sur votre lieu de travail.

Article 27. Droit des travailleurs à l'information et à la consultation au sein de l'entreprise.

Ce droit signifie que si vous êtes salarié dans une entreprise, votre employeur doit vous consulter, soit directement soit par l'intermédiaire des représentants des travailleurs, sur toute décision importante qui aurait un impact sur l'organisation du travail, la rémunération, le temps de travail, les conditions de travail et tout autre événement qui vous affecterait directement. Vous avez le droit d'être informé de ces changements et votre avis doit être pris en compte.

Article 28. Droit de négociation et d'action collective

Cet article protège le droit des travailleurs et des employeurs de négocier et de conclure des conventions collectives et, en cas de conflit d'intérêts, de mener des actions collectives pour défendre leurs intérêts. Cela inclut également le droit de grève et de protestation. Ce droit est important car il garantit que les travailleurs et les employeurs ont leur mot à dire sur les décisions importantes affectant le processus de travail. Il garantit également le droit à une action collective, telle que la grève (selon la loi de votre pays). Par exemple, si les travailleurs et les employeurs ne parviennent pas à un accord sur la rémunération des travailleurs, ces derniers peuvent se mettre en grève, exerçant ainsi leur droit, et ne peuvent être licenciés ou punis pour cela (tant que l'action collective est conforme à la loi).

Article 29. Droit d'accès aux services de placement.

Ce droit signifie que chaque État doit garantir et maintenir gratuitement des services de placement qui aideraient les personnes à identifier les possibilités d'emploi et à trouver un emploi. Dans la plupart des pays d'Europe, ces services sont fournis par leurs agences et services sociaux respectifs.

Article 30. Protection en cas de licenciement injustifié.

Ce droit garantit que vous ne pouvez pas être licencié de votre emploi de manière arbitraire, sans raison, justifiable par la loi. En cas de licenciement injustifié, vous avez droit à une indemnisation et/ou à la récupération de votre poste.

Article 31. Conditions de travail justes et équitables

Ce droit garantit que vous ne serez pas contraint de travailler dans des conditions qui mettraient en danger votre santé, votre sécurité et votre dignité. Il garantit également que vous bénéficiez d'un temps de travail et de repos adéquat, tel qu'une durée maximale hebdomadaire de travail, des périodes de repos quotidiennes et hebdomadaires, ainsi que des congés annuels payés.

Pourquoi ces droits sont-ils importants ? À plusieurs reprises au cours de l'histoire, les travailleurs ont été exploités d'une multitude de façons différentes. Dans la première moitié du 20e siècle, de nombreuses personnes travaillaient dans des conditions moins qu'idéales, par exemple dans des usines avec peu ou pas de protection, dans de grandes salles bondées et bruyantes. Ou par exemple dans des mines, des chemins de fer, des entreprises agricoles ou d'autres lieux de travail dangereux. La rémunération était faible, dans certains pays, les journées de travail pouvaient atteindre 12 heures, six jours par semaine. Il n'y avait pas de congés payés. Les personnes étaient fréquemment licenciées en cas de maladie ou d'autres conditions. Comme il n'y avait encore que peu ou pas de lois protégeant les travailleurs, les propriétaires d'entreprises investissaient peu dans l'amélioration des conditions de travail. Entre 1908 et 1920, les syndicats sont devenus de plus en plus actifs, continuant à attirer l'attention sur les coûts sanitaires des

mauvaises conditions de travail et des heures de travail non réglementées. En 1919, l'Organisation internationale du travail a adopté une convention dans laquelle elle recommande une durée maximale de travail de huit heures par jour et de 48 heures par semaine. Tous les pays ne l'ont cependant pas adoptée rapidement. Par exemple, la Grande-Bretagne n'a inclus cette recommandation dans sa législation qu'en 1937, soit près de 20 ans plus tard. De plus, elle ne s'appliquait qu'aux femmes et aux enfants (le travail des enfants n'était pas encore interdit à l'époque !). Le temps de travail des hommes restait non réglementé.

Article 32. Interdiction du travail des enfants et protection des jeunes au travail.

Cet article interdit le travail des enfants. Il définit également l'âge minimum d'admission à l'emploi comme étant égal ou supérieur à l'âge minimum du niveau scolaire. Comme nous l'avons vu précédemment dans les exemples de ce chapitre, dans le passé, les enfants étaient souvent obligés de travailler et n'avaient donc pas accès à l'éducation. Avec ce droit, vous êtes protégé contre un tel événement dans votre vie. Vous devez être à l'école (l'enseignement primaire et secondaire est obligatoire), et vous ne pouvez pas être légalement employé tout en étant à l'école. L'article protège également les jeunes lors de leur admission au travail en obligeant les employeurs à créer des conditions de travail adaptées à leur âge et à leurs besoins. Cela signifie que si vous êtes un jeune qui travaille, vous êtes protégé contre l'exploitation et les occupations qui peuvent nuire à votre sécurité, votre santé ou votre développement physique, mental, moral ou social ou interférer avec votre éducation.

Les articles 33 à 35 garantissent que vous êtes protégé dans les différents événements majeurs de votre vie, ainsi que dans les différentes situations indésirables dans lesquelles vous pouvez vous trouver tout au long de votre vie.

Ces droits forment ce que l'on appelle la sécurité sociale, ce qui signifie que dans tous les cas où vous avez besoin d'aide, les autres membres de ta communauté (par le biais des services de l'État) vous aideront. On peut considérer la sécurité sociale comme notre filet de sécurité. La sécurité sociale varie d'un pays à l'autre et dans l'article suivant, nous pouvons voir l'impact d'une sécurité sociale plus faible dans un moment de crise collective comme la pandémie de COVID-19.

Avant de parler des droits, lisez cet article qui compare la sécurité sociale américaine à la sécurité sociale européenne. De quel côté de l'Atlantique les personnes touchées sont-elles mieux loties ? Pourquoi la pandémie a déclenché une crise sociale beaucoup plus importante aux États-Unis qu'en Europe ?

" La pandémie met en évidence les contrastes entre les filets de sécurité américains et européens

La pandémie de coronavirus met à rude épreuve les filets de sécurité sociale dans le monde entier et montre à quel point les États-Unis et l'Europe diffèrent dans leur approche.

Par DAVID McHUGH, AP Business Writer

En Europe, l'effondrement de l'activité commerciale déclenche des programmes de soutien salarial qui maintiennent des millions de personnes au travail, pour le moment. En revanche, aux États-Unis, plus de 33,5 millions de personnes ont demandé des allocations chômage et le taux de chômage a grimpé à 14,7 %. Le Congrès a voté une aide d'urgence de 2 000 milliards de dollars, en augmentant les allocations chômage et en émettant des chèques de relance pouvant atteindre 1 200 dollars par contribuable.

Il s'agit là d'un schéma observé lors de précédents ralentissements économiques, notamment lors de la crise financière mondiale et de la Grande Récession. L'Europe dépend des programmes existants qui permettent de mettre de l'argent dans les poches des gens. Les États-Unis, quant à eux, dépendent de l'action du Congrès qui adopte des programmes de relance d'urgence, comme il l'a fait en 2009 sous la présidence de Barack Obama et le récent plan de sauvetage sous la présidence de Donald Trump.

L'économiste André Sapir, chercheur principal à l'institut de recherche Bruegel à Bruxelles, a déclaré que la politique budgétaire aux États-Unis joue en partie le rôle que joue le système de protection sociale européen, car le système de protection sociale américain est moins généreux et une récession peut être beaucoup plus dure pour les travailleurs.

En période de récession, les salariés américains peuvent perdre leur assurance maladie s'ils perdent leur emploi et le risque de perdre son logement par saisie est également plus élevé. D'autre part, les Européens paient généralement des impôts plus élevés, ce qui signifie qu'ils gagnent moins pendant les périodes fastes.

"Aux États-Unis, il faut continuer à injecter de l'argent dans l'économie pour que les gens continuent à être employés, car c'est en étant employés qu'ils sont protégés", a déclaré Sapir. "Quel est le meilleur système ? Je ne vais pas entrer dans cette discussion car c'est vraiment une question énorme."

Les États-Unis ont tendance à se classer en dessous de la moyenne des 37 pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), dont les membres sont pour la plupart des démocraties développées, pour ce qui est de la mesure du soutien social. Les États-Unis arrivent en dernière position pour le nombre de personnes vivant dans une pauvreté relative, c'est-à-dire vivant avec la moitié du revenu médian ou moins, avec 17,8 %. Des pays comme l'Islande, le Danemark, la République tchèque et la Finlande ont moins de 6 %.

Voici un aperçu de la comparaison entre les filets de sécurité sociale des États-Unis et de l'Europe:

LES ALLOCATIONS CHÔMAGE

Les chômeurs américains percevaient en moyenne 372 dollars par semaine avant l'apparition du coronavirus. Mais cette moyenne peut varier de 215 dollars dans le Mississippi à 543 dollars à Hawaï. Le plan de sauvetage a accordé aux chômeurs 600 dollars supplémentaires par semaine jusqu'en juillet. Il a également étendu les prestations à ceux qui ont perdu leur travail en raison de l'épidémie de coronavirus, ce qui pourrait inclure les parents qui ont dû quitter leur emploi parce que les écoles étaient fermées. La plupart des États offrent six mois de chômage, mais la législation d'urgence ajoute 13 semaines.

À titre de comparaison, l'allocation chômage allemande verse 60 % du salaire antérieur pendant un an. La France verse jusqu'à 75 % du salaire journalier moyen précédent pendant un maximum de deux ans. Les allocations de chômage en France sont en moyenne de 1 200 euros (1 320 \$) par mois.

Et il y a les programmes européens de réduction des heures de travail, qui paient la plupart des salaires des travailleurs si les entreprises leur imposent des heures de travail réduites en raison d'une interruption temporaire. Plus de 10 millions de travailleurs sont payés de cette manière en Allemagne et environ 12 millions en France, ce qui a contribué à maintenir le chômage dans la zone euro à 7,4 %, soit une augmentation de 0,1 point de pourcentage seulement en mars par rapport à février.

Le plan d'urgence américain comprenait des fonds pour des prêts bon marché aux entreprises qui peuvent être annulés si l'argent est utilisé principalement pour les salaires.

ASSURANCE MALADIE

Près de la moitié des Américains bénéficient d'une assurance maladie par le biais de leur employeur, tandis que 34 % sont couverts par les programmes gouvernementaux Medicare et Medicaid. Séparément, 6% sont assurés individuellement et 9% en 2018 n'avaient aucune assurance.

En Europe, la couverture maladie universelle est la règle, généralement financée par les charges sociales ou d'autres taxes. On peut citer l'exemple du National Health Service britannique, qui est financé par les impôts et offre des soins gratuits qui coûtent au gouvernement 7 % du PIB par an.

PRESTATIONS DE MATERNITÉ

Les travailleurs américains ont droit à un congé familial non rémunéré, mais aucune loi fédérale n'oblige les employeurs privés à offrir un congé familial rémunéré. Dans le secteur privé, 16% des travailleurs avaient accès à un congé familial payé en mars 2018. Certains États offrent une assurance de congé familial payé de 4 à 10 semaines. Les États-Unis sont le seul pays de l'OCDE à ne pas offrir de congé payé aux nouvelles mères.

En France, en revanche, les mères ont droit à au moins 16 semaines de congé pour leur premier enfant et doivent prendre au moins 8 semaines. À partir du troisième enfant, elles ont droit à 26 semaines. Les travailleuses perçoivent une indemnité journalière de congé de maternité pouvant atteindre 89 euros (94,50 dollars). Mais certaines professions ont leurs propres accords plus favorables, allant jusqu'au paiement complet des salaires.

Le Danemark accorde 52 semaines de congé parental après une naissance ou une adoption, à partager entre les parents ; le versement du salaire complet ou non dépend des accords conclus sur le lieu de travail.

INVALIDITÉ

Environ 8,3 millions d'Américains perçoivent des prestations d'invalidité acquises grâce aux cotisations de la sécurité sociale. Les paiements s'élèvent en moyenne à 15 100 dollars par an, soit un peu plus que le seuil de pauvreté de 12 760 dollars pour un ménage d'une personne. Les critères sont stricts et la plupart des demandes sont rejetées ; les personnes qui n'y ont pas droit peuvent se retrouver avec des bons alimentaires, un programme de subsistance de base. Les États-Unis se classent au 30e rang sur 36 pays de l'OCDE pour les dépenses consacrées à toutes les formes d'invalidité liées au travail ou à la maladie.

En France, les personnes totalement handicapées ont droit à des prestations de l'assurance maladie publique d'un montant minimum de 292,80 euros (311 dollars) par mois et d'un montant maximum de 1 714 euros (1 825 dollars). Les personnes qui sont dans l'incapacité totale de travailler et qui dépendent également d'une aide pour les tâches quotidiennes ont droit à 1 418 à 2 839 euros (1 510 à 3 027 dollars) par mois. Les paiements peuvent être combinés à d'autres formes de revenus et sont soumis à l'impôt et aux cotisations de sécurité sociale. "

Vous pouvez accéder à l'article en ligne ici : <https://www.usnews.com/news/business/articles/2020-05-10/pandemic-shows-contrasts-between-us-european-safety-nets>.

Comme vous pouvez le constater par cette analyse comparative, il existe d'énormes différences en matière de sécurité et de protection sociales entre l'Europe et les États-Unis. L'une des principales raisons en est que la solidarité est une valeur fondamentale sur laquelle l'Union européenne et nos systèmes étatiques sont construits. Contrairement aux États-Unis, en Europe, la protection de la famille, le chômage, les soins de santé et l'assistance sociale sont des droits fondamentaux. Vous y avez droit, que vous soyez riche ou pauvre. Ces droits sont les suivants :

Article 33. Vie familiale et professionnelle

Cet article protège votre vie familiale, et plus précisément il vous protège contre le licenciement pour des raisons de parentalité, de maternité ou de congé parental en cas de naissance ou d'adoption d'un enfant. Le congé parental rémunéré et la protection de l'emploi ont été introduits à différentes époques dans différents pays d'Europe, mais pour la plupart des pays, la protection parentale a été mise en œuvre dans la seconde moitié du 20e siècle. Vous pouvez voir l'évolution de votre pays ici : https://www.oecd.org/els/family/PF2_5_Trends_in_leave_entitlements_around_childbirth_annex.pdf.

Article 34. Sécurité sociale et assistance sociale

Ce droit garantit que chaque citoyen de l'Union a droit aux prestations de sécurité sociale, aux services et à l'assistance sociale. La sécurité sociale vous protège dans les cas où vous ne pouvez pas travailler et/ou subvenir à vos besoins, tels que la maternité, la maladie, les accidents du travail, la vieillesse, la dépendance, la perte d'emploi. Cet article garantit également que si vous vous déplacez d'un État à l'autre dans l'Union européenne, vous avez droit aux prestations et services de sécurité sociale au même titre que les locaux. Cet article garantit également que chaque citoyen en risque de pauvreté ou d'exclusion a accès à une aide sociale et à une aide au logement suffisantes pour couvrir ses besoins.

Article 35. Soins de santé

Cet article garantit que vous avez accès à des soins de santé préventifs ainsi que le droit de bénéficier d'un traitement médical lorsque vous en avez besoin.

Les articles 36 à 38 garantissent que vous bénéficiez de l'accès à des services d'une importance cruciale pour toi, la protection de l'environnement et des consommateurs.

L'article 36 garantit que chaque citoyen a accès aux services d'intérêt économique général.

Il s'agit des réseaux de transport, des infrastructures de gaz, d'électricité, d'eau, des services postaux, des services sociaux. Ce sont tous des services qui revêtent une importance particulière pour les citoyens et qui, sans intervention publique, ne seraient pas fournis ou le seraient à des conditions défavorables.

L'article 37 vous donne le droit à la protection de l'environnement en garantissant que la protection de l'environnement et les politiques visant à l'améliorer doivent être intégrées dans les politiques de l'Union.

L'article 38 garantit que vous bénéficiez de la protection des consommateurs et que vous êtes à l'abri des pratiques commerciales contraires à l'éthique, trompeuses ou frauduleuses.

Chapitre 5. Droits des citoyens

Ce chapitre garantit vos droits de citoyen en tant que citoyen de l'Union européenne. Qu'est-ce que cela signifie en pratique et quelle est la relation entre vos droits de citoyen en tant que membre d'un État membre de l'UE doté d'un gouvernement démocratique, et vos droits de citoyen en tant que citoyen de l'UE. Tout d'abord, ils sont complémentaires. Cela signifie qu'il n'existe pas de citoyenneté européenne en dehors de votre citoyenneté nationale. Il n'y a aucun moyen pour une personne d'acquérir la citoyenneté européenne par elle-même. La citoyenneté européenne et les droits qui en découlent sont accordés automatiquement à tout citoyen d'un État membre de l'UE. Si vous êtes français, bulgare ou polonais, vous êtes également un citoyen européen. L'une des principales conditions pour qu'un pays devienne membre de l'Union européenne est d'être une démocratie. Cela signifie que votre pays, au niveau national, est tenu de garantir en premier lieu les droits de ses citoyens. Cette obligation est inscrite dans les traités européens. Ces droits comprennent le droit de vote, le droit d'éligibilité, le droit à un traitement équitable, le droit de pétition, etc. Dans la plupart des pays, ces droits sont garantis au niveau national par la Constitution de votre pays. En tant que citoyen européen, les droits que vous possédez au niveau national sont étendus et applicables au niveau européen. Vous avez des droits de citoyen, garantis par ce chapitre, qui ne sont pas une extension de vos droits au niveau national mais proviennent directement de votre citoyenneté européenne. Voyons de quoi il s'agit.

Article 39. Droit de vote et d'éligibilité aux élections du Parlement européen.

Dans votre pays, membre de l'UE, vous avez le droit de voter et de vous présenter comme candidat aux élections au niveau local et national, participant ainsi à tous les organes directeurs directement élus dans votre pays. Comme chaque État membre de l'UE est une démocratie, l'Union européenne l'est aussi. Le Parlement européen est élu directement par les citoyens européens, tout comme les parlements nationaux. Ce droit vous garantit que vous pouvez voter et élire les représentants de votre pays au Parlement européen. Il garantit également que vous pouvez vous présenter comme candidat, être élu et devenir membre du Parlement européen. Pourquoi est-ce important ? Tout comme nos parlements au niveau national, le Parlement européen a de nombreuses fonctions importantes. Il vote sur les décisions et les lois importantes qui nous concernent tous ; il nomme la Commission européenne, qui est notre gouvernement européen ; il contrôle les actions de la Commission européenne et du Conseil de l'Union européenne, en veillant à ce qu'ils fassent ce que les citoyens leur ont demandé de faire. C'est l'institution européenne qui représente directement les citoyens et qui est donc importante pour garantir que les politiques qui nous sont bénéfiques sont adoptées et mises en œuvre par l'UE. Par exemple, il a soutenu le "Green deal" européen en 2019, qui nous verra, en tant que communauté, mettre en œuvre une législation, des mesures et des actions pour devenir climatiquement neutre (ne plus nuire à l'environnement) d'ici 2050. Cela s'est produit parce que les citoyens européens ont élu des membres du Parlement européen qui représentent les préoccupations des citoyens de l'UE en matière de changement climatique. Grâce au Parlement européen, nous pouvons directement (en devenant députés européens) ou indirectement (grâce à nos droits de vote, de consultation, de plainte et de pétition) faire entendre notre voix et faire en sorte que notre volonté soit prise en compte.

Article 40. Droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales

Ce droit s'applique à vous en tant que citoyen européen si vous vivez dans un autre pays de l'UE. Au niveau national, si vous êtes français par exemple, vous pouvez être candidat aux élections municipales dans votre ville en France. Si vous êtes polonais, vous pouvez être candidat en Pologne, etc. Votre pays vous garantit le droit de vous présenter aux élections et de voter dans votre pays. Ce droit garantit que si vous vivez dans un autre pays, par exemple si vous êtes français mais que vous vivez en Pologne, vous avez le droit d'être candidat aux élections municipales en Pologne et de devenir maire ou conseiller municipal. De la même manière, vous pouvez également voter aux élections municipales en Pologne, indépendamment du fait que vous soyez français. Pourquoi ce droit est-il important ? Il est important car il vous permet de participer au processus de prise de décision dans la communauté où vous vivez et travaillez. De cette façon, votre voix est entendue et votre opinion est prise en considération, au même titre que celles du reste des membres de la communauté locale. Grâce à cet article, vous acquérez un droit citoyen majeur sur l'ensemble du territoire de l'Union européenne, indépendamment du pays dans lequel vous choisissez de vivre.

Article 41. Droit à une bonne administration

Que signifie ce droit en général ? Ce droit signifie qu'à chaque fois que vous interagissez avec une institution publique, vos dossiers, informations, demandes de renseignements peuvent être traités de manière appropriée et équitable. Ce droit comprend le droit d'être entendu avant qu'une institution prenne une décision qui vous concerne. Vous avez le droit d'accéder à votre dossier (toutes les informations qu'une institution publique détient sur vous) en ce qui concerne la confidentialité et les intérêts professionnels ou commerciaux. Elle oblige les institutions à justifier et à donner une explication de leurs décisions vous concernant. Les institutions ont également l'obligation de réparer les dommages qu'elles, ou leurs employés, pourraient vous causer dans l'exercice de leurs fonctions. Vous pouvez également écrire aux institutions et recevoir une réponse à votre demande dans un délai raisonnable.

Vous avez le droit à une bonne administration dans votre pays et, grâce à cet article, ce droit vous est également garanti dans vos interactions avec les institutions et agences de l'Union européenne. L'UE étant une union multilingue, où toutes les langues sont sur un pied d'égalité, ce droit vous garantit que vous pouvez écrire aux institutions de l'Union européenne et recevoir une réponse de leur part dans n'importe laquelle des langues officielles de l'UE. Il s'agit des langues de tous les États membres de l'Union européenne.

Article 42. Droit d'accès aux documents

Cet article vous garantit que vous pouvez accéder librement aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission et que ces organismes publics n'ont pas le droit de refuser ou de créer des obstacles à cet effet.

Article 43. Médiateur

Qui est le Médiateur, que fait-il et pourquoi est-ce un droit du citoyen ?

Nous n'entendons pas souvent parler du Médiateur européen et du rôle important qu'il joue dans la protection des droits des citoyens européens. Le Médiateur européen a pour mission d'enquêter sur les plaintes de mauvaise administration de la part des institutions et agences européennes. Le Médiateur est élu par le Parlement européen pour un mandat de 5 ans, qui peut être renouvelé. La fonction du Médiateur est importante car, premièrement, il s'agit d'un organe indépendant, qui n'est pas sous l'autorité d'une institution ou d'un gouvernement. Par conséquent, le médiateur est impartial dans sa prise de décision. Vous, en tant que citoyen, ou toute organisation, entreprise ou entité juridique basée dans l'UE, pouvez adresser une plainte au Médiateur européen. Les domaines dans lesquels ils interviennent sont les suivants :

- comportement déloyal
- discrimination
- abus de pouvoir
- manque d'informations ou refus de les fournir
- retards inutiles
- procédures incorrectes.

Comment cela fonctionne-t-il ?

Par exemple, vous avez demandé des documents au Parlement européen et celui-ci a refusé de vous y donner accès. Vous pensez qu'il s'agit d'une violation de votre droit citoyen d'accès aux documents. Vous pouvez alors écrire une plainte au Médiateur européen, en suivant les instructions données par son bureau. Dès que le Médiateur reçoit votre plainte, il ouvre une enquête sur le comportement du Parlement européen. Dans de nombreux cas, le Médiateur résoudra votre problème en contactant l'organe et en lui faisant prendre conscience de son erreur. Si cela n'aboutit pas, il fera une recommandation sur votre cas. Si cela échoue également, il fera un rapport spécial au Parlement européen qui devra prendre des mesures pour résoudre le problème.

Pourquoi est-ce un droit ?

Le droit au médiateur est important pour garantir les droits de vos citoyens à une bonne administration, à une enquête et à l'accès aux documents. Le médiateur est là pour vous aider dans tous les cas où vous estimez que vos droits ont été violés par un organe administratif de l'Union. Il veille ainsi à ce que les institutions de l'UE respectent vos droits de citoyen et les lois de l'UE. Comme il s'agit d'un droit fondamental, il garantit que ce bureau ne peut pas disparaître, être supprimé ou modifié et que vous, en tant que citoyen, pouvez toujours en bénéficier. Voici deux exemples du travail effectué par le Médiateur européen pour aider les citoyens :

1. Une organisation a demandé l'accès à un vote récent de l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles. L'institution a refusé de rendre ces documents accessibles au public. Une plainte a été déposée auprès du Médiateur, qui a considéré que "des documents tels que ceux en cause dans la plainte devraient être considérés comme des "documents législatifs" et, conformément aux règles de l'UE sur l'accès du public aux documents, l'AEAPP devrait fournir un accès plus large à ces documents". Suite à l'intervention du Médiateur de l'UE, ces documents ont été rendus accessibles au public.

2. Une organisation a déposé une plainte contre le manque de transparence des procédures de la Banque européenne d'investissement dans le cadre de projets environnementaux. Suite à cette plainte, le Médiateur a lancé trois enquêtes qui, au jour de la rédaction de ce texte, sont toujours en cours. Vous pouvez les lire ici : <https://www.ombudsman.europa.eu/en/news-document/en/130756>.

Article 44. Droit de pétition

Vous avez le droit d'adresser une pétition au Parlement européen, seul ou avec d'autres, sur toute question qui vous concerne directement. Les pétitions peuvent prendre la forme d'une plainte ou d'une requête demandant au Parlement européen de prendre des mesures dans l'un des domaines qui relèvent de sa compétence. Ce droit nous offre à nous, citoyens de l'Union, un moyen simple de contacter l'organe qui nous représente pour demander une action ou porter plainte pour des actes répréhensibles. Vous pouvez voir la vidéo suivante pour mieux comprendre comment cela fonctionne :

https://www.cvce.eu/en/collections/unit-content/-/unit/d5906df5-4f83-4603-85f7-0cab24b9fe1/4d58b147-42c8-45dc-a657-a9003b13f870/Resourcess#7ac61ef3-ac9d-4325-b63d-a24b338c7c7b_en&overlay.

Article 45. Liberté de circulation et de résidence

C'est un droit dont nous bénéficions directement en tant que citoyens européens. Pour la plupart d'entre nous, en particulier les citoyens des anciens États membres, ce droit semble si naturel que nous le considérons comme acquis. Ce droit vous permet deux choses. Premièrement, il vous garantit que vous pouvez voyager librement partout dans l'UE. Vous n'avez pas besoin de visa, vous n'avez pas besoin de garantir que vous disposez d'une certaine somme d'argent, d'un lieu de séjour ou autre pour visiter un autre pays de l'UE. Dans une grande partie de l'UE, l'espace Schengen, vous n'avez pas de frontières ni de contrôle des passeports, vous passez d'un pays à l'autre. Ceux d'entre nous qui viennent des nouveaux États membres sont bien conscients de la différence que l'adhésion à l'UE a faite sur les voyages. La deuxième partie de ce droit vous donne le droit à la résidence. Vous avez le droit de vous établir librement dans tout autre pays de l'UE et, en tant que résident, de bénéficier de la plupart des droits dont jouissent les citoyens locaux. Ce droit vous débarrasse de nombreuses difficultés et restrictions qui existaient avant l'entrée dans l'UE. Sans l'UE, pour vivre et travailler dans un autre pays, les gens avaient besoin de visas,

de permis de séjour, de permis de travail, etc., qui nécessitaient de longues procédures bureaucratiques. L'accès aux droits et aux avantages publics (tels que la sécurité sociale, l'accès aux soins de santé, l'accès aux services bancaires, etc.) n'était pas non plus garanti, était inégal et pouvait prendre beaucoup de temps et d'efforts. Avec l'UE, toutes les procédures de séjour sont simples, rapides, avec un minimum de bureaucratie et de coûts. Cela vous permet, en tant que citoyen européen, de découvrir, de résider et de travailler facilement dans plusieurs pays de l'UE au cours de votre vie. Une opportunité inespérée pour la plupart de nos grands-parents ou de nos parents (pour ceux qui viennent d'Europe centrale et orientale).

Article 46. Protection diplomatique et consulaire.

Ce droit garantit que si vous vous rendez dans un pays extérieur à l'UE et que vous avez besoin d'une protection diplomatique ou consulaire, celle-ci vous sera accordée par l'ambassade ou le service consulaire de l'un des pays de l'UE où vous vous rendez en premier. Il s'agit d'un droit important car, sans l'UE, si vous vous trouvez dans une situation problématique dans un pays tiers, vous devez vous adresser aux services diplomatiques de votre propre pays. Ce droit vous facilite grandement la tâche, car il se peut qu'il n'y ait pas de service consulaire de votre pays à proximité. Dans ce cas, vous pouvez vous adresser aux services de n'importe quel pays de l'UE à l'étranger (ici, l'étranger signifie en dehors de l'UE), qui vous aideront de la même manière que si vous étiez leur propre citoyen.

Chapitre 6. La justice

Ce chapitre garantit que, si vous êtes accusé d'une infraction pénale, vous êtes traité de manière équitable, juste et impartiale. Les droits énoncés dans ce chapitre sont d'une grande importance, d'abord pour garantir que personne ne soit persécuté, jugé et puni injustement. Ensuite, des institutions judiciaires équitables font partie des éléments constitutifs d'une démocratie qui fonctionne.

La violation des droits protégés dans ce chapitre a conduit à des millions de vies brisées sous les régimes autoritaires en Europe au 20ème siècle.

Lisez l'article suivant de la radio nationale bulgare, qui décrit les procès de 1944-1946 dans ce pays : <https://bnr.bg/en/post/100448985/1945-the-peoples-court-terror-and-political-violence>.

Comme le montre cet exemple, le système judiciaire a souvent été utilisé dans le passé comme un outil de répression et de persécution politique.

Les droits présentés dans ce chapitre protègent les citoyens européens contre une telle utilisation arbitraire de la justice. Voyons de quoi il s'agit :

Article 47. Droit à un recours effectif et à un procès équitable.

Cet article garantit tout d'abord que si vous constatez une violation de vos droits, votre pays a l'obligation de traduire en justice les auteurs de cette violation, et il doit garantir que vous recevrez une réparation pour le mal qui vous a été fait. Il garantit également que, indépendamment du fait que vous soyez l'accusateur ou que vous soyez accusé de quelque chose, vous avez droit à un procès public, devant un tribunal indépendant et impartial. Toutes les parties au procès ont également le droit d'être représentées, défendues et conseillées. Les autorités de l'État sont tenues de fournir une aide juridique à ceux qui ne disposent pas de ressources suffisantes.

Article 48. Présomption d'innocence et droit à la défense.

Ce droit garantit que, si vous êtes accusé d'avoir commis une infraction pénale, vous êtes considéré comme innocent jusqu'à ce que votre culpabilité soit prouvée par un tribunal légal. Il garantit également que vous avez le droit d'être défendu en cas de procès.

Article 49. Principes de légalité et de proportionnalité des délits et des peines.

Ce droit garantit que vous ne pouvez pas être tenu pour coupable d'un acte qui n'était pas une infraction pénale au moment où vous l'avez commis. Vous ne pouvez pas vous voir infliger une peine plus lourde que celle qui était applicable au moment où l'infraction a été commise. Elle stipule également que la sévérité des peines appliquées ne peut être disproportionnée (trop sévère ou trop faible) par rapport à l'infraction commise.

Article 50. Droit de ne pas être jugé ou puni deux fois dans une procédure pénale pour la même infraction pénale

Ce droit garantit que vous ne pouvez pas être jugé plus d'une fois pour la même infraction. Cela signifie qu'une fois que vous avez été reconnu coupable ou condamné, la décision est définitive et vous ne pouvez pas être traduit en justice à nouveau pour la même chose.

Revenons brièvement à l'exemple du début de ce chapitre.

Selon vous, combien de droits ont été violés dans cette affaire ?

Raisonnons ensemble :

Tout d'abord, le tribunal n'était ni indépendant ni impartial.

Elle était également illégale car elle violait directement la constitution de l'époque.

Elle était partielle et composée de personnes qui appartenaient à un mouvement politique particulier. Beaucoup d'entre eux n'avaient aucune formation juridique, parmi les juges se trouvaient par exemple un cordonnier et une couturière.

Ensuite, des milliers de personnes ont été jugées "en masse" et n'ont pas eu droit à une audience publique. On leur a refusé le droit à la défense, à l'aide juridique et aux conseils.

Elles étaient présumées coupables des crimes dont elles étaient accusées et condamnées mécaniquement et rapidement.

Les condamnations à mort étaient exécutées immédiatement.

De nombreuses personnes qui ont été condamnées à des peines moins lourdes par le tribunal national ont été rejugées par les tribunaux locaux où elles ont été condamnées à des peines plus sévères.

De nombreuses personnes ont été accusées de crimes bidons et étranges tels que "ne pas aimer l'Union soviétique" et posséder des entreprises, ce qui n'était évidemment pas un crime avant le coup d'État soviétique du 9 septembre 1944.

Les personnes accusées de ces "crimes" ont été condamnées à des peines allant de 5 ans de prison à la mort en passant par la prison à vie.

Leçon 2. Dictatures

Chapitre 1. Autoritarisme et totalitarisme

Nous rencontrons fréquemment ces termes et ils sont souvent utilisés de manière interchangeable. La raison en est qu'ils partagent de nombreuses similitudes et qu'il est souvent difficile de dire si un régime est autoritaire ou totalitaire.

La principale différence entre les deux réside dans la mesure dans laquelle le pouvoir de l'État bouleverse les libertés individuelles. Les deux sont des formes de gouvernement non démocratiques dans lesquelles une élite politique restreint l'accès au pouvoir et à la prise de décision pour la majorité de la population et persécute tout type d'opposition.

Tout en limitant sévèrement la liberté, les régimes autoritaires autorisent certains choix personnels et croyances limités à leurs citoyens.

Les régimes totalitaires, quant à eux, étendent leur contrôle sur tous les domaines de la vie de leurs citoyens, exigeant de ces derniers une obéissance totale et supprimant toute liberté personnelle.

Par exemple, Cuba sous Fidel Castro est considéré comme un État autoritaire, tandis que l'Union soviétique sous Staline était un régime totalitaire.

Par exemple, dans un État autoritaire, vous n'avez pas le droit d'être en désaccord avec la politique du gouvernement, il y a une grande censure, des limitations sévères des droits politiques, les médias et l'expression publique sont contrôlés, tout type de dissidence est supprimé. Cependant, vous disposez de certaines libertés personnelles telles que les croyances et les choix personnels qui ne sont pas contrôlés par l'État.

Les États totalitaires, en revanche, étendent leur contrôle à la totalité de la vie humaine. En bref, ils vous diront quoi penser, en quoi croire, quoi étudier, où travailler, où partir en vacances, quelle musique aimer. L'État installe un contrôle total sur la vie politique, économique, sociale et culturelle de la société. Les citoyens des États totalitaires n'ont aucune liberté. On le distingue souvent de l'autoritarisme car il supprime toutes les institutions existantes et en établit de nouvelles. Toutes les traditions politiques, sociales et juridiques préexistantes sont balayées.

Une autre différence entre les deux est que les régimes autoritaires sont préoccupés par le pouvoir et la préservation du pouvoir de l'élite dirigeante. Une idéologie globale est absente. En revanche, les régimes totalitaires ont une idéologie forte et un objectif, et toutes les ressources sont dirigées vers sa réalisation.

Par exemple, l'Allemagne nazie sous Hitler et le Portugal sous Salazar sont tous deux considérés comme des gouvernements fascistes. La différence entre la dictature portugaise et la dictature nazie est toutefois significative. Alors que toutes deux limitaient drastiquement les droits politiques et les libertés individuelles, dans l'Allemagne nazie, l'ingérence de l'État s'étendait à l'adoption des droits raciaux, reproductifs et des lois sur le mariage, par exemple. Au Portugal, rien de tel ne s'est produit. Les citoyens portugais sous la dictature pouvaient choisir qui épouser et leur race n'était pas un souci pour l'État. Dans la version portugaise, il n'y avait pas de "nouvel ordre", pas d'idée radicale pour changer le monde, pas d'expansionnisme ni d'ambition militaire. Les deux étaient des dictatures, les deux étaient fascistes, l'une était clairement totalitaire, l'autre autoritaire.

Chapitre 2. Les droits fondamentaux sous les dictatures

Choisissez d'étudier l'un des régimes suivants :

1. La République populaire de Bulgarie, 1944-1990.
2. La République populaire de Pologne, 1947-1989
3. L'Etat Nouveau, Portugal, 1933-1974
4. L'Italie fasciste, 1922-1943
5. La France de Vichy, 1940-1944.

En utilisant les droits que vous avez appris ci-dessus, créez une présentation répondant aux questions suivantes :

Quels droits énoncés dans les chapitres suivants existaient sous le régime que vous avez choisi de présenter :

- Dignité
- Libertés
- Égalité
- Solidarité
- Droits du citoyen
- Justice

Choisissez un chapitre de la Charte européenne des droits fondamentaux et répondez aux questions suivantes :

Ces droits étaient-ils limités ou totalement inexistantes ?

Qu'est-ce qui était en place à la place ? Quelle était la motivation des personnes au pouvoir pour limiter ou supprimer complètement ces droits ?

Que s'est-il passé en conséquence ?

Qui a bénéficié de leur suppression ?

Qui a souffert de leur suppression ?

Selon vous, le régime que vous avez choisi est-il totalitaire ou autoritaire ? Pourquoi ?

Donnez des exemples. Trouvez un témoignage personnel d'un contemporain du régime que vous avez choisi et incluez-le dans votre présentation.

Leçon 3. Le pouvoir des gens ordinaires d'apporter le changement

Les gens n'ont jamais accepté facilement la suppression de leurs droits et de leur liberté. Ils ne se sont pas non plus facilement soumis à l'injustice, à la violence et au mauvais traitement arbitraire.

Sous tous les régimes que nous avons évoqués plus haut, les gens ont toujours lutté, de manière ouverte ou cachée, pour l'équité, la justice et les libertés.

La perte des droits et des libertés a toujours représenté une expérience collective traumatisante pour les nations qui l'ont vécue.

Dans ce chapitre, nous examinerons les différentes formes de protestation que les personnes vivant sous des régimes totalitaires ont adoptées afin de lutter pour leurs droits.

Chapitre 1. Les formes ouvertes de protestation sous les régimes totalitaires

Les formes de protestation ouvertes sont celles où une personne ou un groupe de personnes s'opposent directement aux détenteurs du pouvoir. Parmi ces formes de protestation figurent les soulèvements, les grèves, les manifestations. Mais aussi le fait de s'exprimer directement et ouvertement contre le gouvernement. Cela peut se faire en écrivant un article dans un journal, en critiquant le gouvernement dans les médias, en refusant d'adhérer à une philosophie idéologique à l'université, en formant un groupe aux opinions politiques opposées, ou simplement en prenant la parole face à l'injustice lorsqu'on voit que quelqu'un fait quelque chose de mal. Dans la plupart des cas, les formes de protestation ouverte ont toujours été plus intenses et plus fréquentes dans les premières années de l'installation du régime totalitaire. Comme ces formes de protestation ont été réprimées et écrasées par la violence, les citoyens ont par la suite adopté des formes plus secrètes et subtiles pour exprimer leur désaccord.

Voyons quelques exemples de protestations manifestes des régimes totalitaires stalinien et nazi :

L'Allemagne nazie

Le début et la destruction de l'opposition politique.

Il est communément admis qu'il n'y a pratiquement pas eu d'opposition ouverte au régime nazi en Allemagne. C'est vrai pour les dernières années du règne d'Hitler et surtout pour la période de la Seconde Guerre mondiale et l'Holocauste. Cependant, pour bien comprendre ce qui s'est passé par la suite, il est nécessaire d'examiner le tout début et les premières années du régime nazi. La première question à se poser est la suivante : comment Hitler est-il arrivé au pouvoir ? Nous savons qu'il a été élu par les Allemands, c'est-à-dire que le peuple allemand, dans sa grande majorité, était d'accord avec lui. Ce n'est pas tout à fait vrai. Si de nombreux citoyens allemands étaient d'accord avec Hitler (il était en effet extrêmement populaire), son véritable soutien ne provenait pas de la majorité des citoyens allemands lorsqu'il est arrivé au pouvoir. Pourquoi est-ce important ? Parce que peu après la prise du pouvoir par les nazis, ils ont mis en place un système de terreur et d'intimidation, détruisant toute opposition et tous les fondements de la démocratie allemande. Voyons ce qui s'est réellement passé.

Les élections parlementaires de 1932 sont la clé pour comprendre ce qui s'est réellement passé et comment une démocratie peut facilement s'effondrer en une dictature. Alors, Hitler a-t-il gagné les élections ou non ? La réponse est oui et non, selon ce que l'on cherche. Le chemin vers le pouvoir d'Hitler

a été compliqué. La première chose à considérer est le système politique en place. L'Allemagne avait un système de démocratie parlementaire proportionnelle. Cela signifie que, à la différence des systèmes à scrutin majoritaire (France, États-Unis), dans les systèmes proportionnels, les coalitions sont fréquentes et le vainqueur n'est souvent pas celui qui a remporté la majorité des voix (plus de 50 %), mais le parti qui a obtenu la plupart des voix. Et la majorité des voix peut représenter entre 20 et 80 % des suffrages.

Comment Hitler s'est-il débrouillé lors de ces élections ? Il n'a pas remporté la majorité des voix (c'est-à-dire plus de 50 %), mais il a remporté la plupart des voix par rapport aux autres partis politiques.

Il y a eu deux élections cette année. Lors de la première, Hitler a remporté 37,7 % du vote populaire et la majorité des voix par rapport aux autres partis politiques. Cependant, avec ce résultat, il ne pouvait pas gouverner seul. Il avait besoin d'un partenaire de coalition avec lequel il pouvait obtenir plus de 50 % des sièges du Parlement. Il n'est donc pas devenu chancelier, mais Pappen, le chef du parti conservateur, est resté. Cela arrive souvent dans les systèmes parlementaires proportionnels.

Ensuite, une autre élection a été organisée. Lors de l'élection suivante, en novembre de la même année, Hitler obtient 33,9 % des voix, soit moins que plus tôt dans la même année. Alors que son soutien populaire s'amenuise, en janvier 1933, il est nommé chancelier et forme un gouvernement de coalition avec d'autres partis de droite. Par conséquent, Hitler est arrivé au pouvoir en remportant les élections de 1932, si l'on considère la question du point de vue de ce que signifie gagner dans un système parlementaire à représentation proportionnelle.

Il a gagné parce qu'il a recueilli plus de voix que chacun des autres partis qui étaient en compétition avec lui. Mais si nous demandons si Hitler a remporté la majorité du vote populaire ? La majorité des électeurs allemands ont-ils sympathisé avec la doctrine nazie au moment où il a pris le pouvoir et installé la dictature ? La réponse est non.

Lors des dernières élections libres, environ 1/3 des électeurs allemands ont approuvé la doctrine nazie. Et pourtant, cela a suffi, par la suppression de toute opposition dans son pays, pour obtenir rapidement le plein pouvoir. Et voici la prochaine question importante : comment y est-il parvenu, s'il n'avait pas le soutien de la majorité, ni au sein du peuple, ni au sein du parlement qui reflétait la volonté du peuple ? En établissant un État totalitaire qui a rapidement annihilé toute forme d'opposition ouverte.

La première opposition ouverte au pouvoir d'Hitler est venue de l'endroit où se trouve l'opposition légale dans les États démocratiques - le parlement et les membres des autres partis politiques qui n'étaient pas au gouvernement. C'est là que, dans les mois qui suivent sa nomination, Hitler frappe le premier. Le 30 janvier 1933, Hitler est chancelier, mais il est loin d'être tout-puissant pour l'instant. En réalité, le gouvernement nouvellement créé ne compte que deux ministres nazis, mais il les nomme à des postes importants.

Le rôle de Hermann Göring s'avère déterminant pour la suite des événements, car grâce à son poste, il obtient le contrôle de la police en Prusse, la plus grande partie de l'Allemagne. Cela lui permet, dès son entrée en fonction, de commencer à installer un système de terreur dans la majeure partie du pays, soit par le biais d'arrestations et d'intimidations policières directes, soit par le biais de foules nazies organisées qui intimident, attaquent et harcèlent tous ceux qu'elles considèrent comme hostiles à la doctrine nazie, la police restant indifférente.

De nouvelles élections sont prévues pour le début du mois de mars 1933, où Hitler compte bien obtenir la majorité des voix dont il a besoin pour former un gouvernement nazi. En février, une campagne électorale agressive est en cours, la machine de propagande nazie commence à fonctionner, la terreur des rues par des foules organisées de partisans nazis est omniprésente. Et puis les choses ont empiré du jour au lendemain, littéralement.

L'incendie du Reichstag - un tournant dans l'obtention des pleins pouvoirs par Hitler.

Le 27 février 1933, le bâtiment du parlement allemand est incendié.

Hitler est arrivé sur place dans les 20 minutes suivantes et a fait la déclaration suivante : "C'est un signal donné par Dieu ! Si cet incendie, comme je le crois, s'avère être l'œuvre des communistes, alors rien ne nous empêchera maintenant d'écraser cette peste meurtrière d'une main de fer."

La même nuit, les nazis ont arrêté le communiste néerlandais Marinus van der Lubbe. Il a avoué avoir mis le feu au Reichstag mais a insisté sur le fait qu'il avait agi seul. Jusqu'à aujourd'hui, on se demande si l'incident est vraiment l'œuvre d'un seul pyromane communiste ou s'il a été organisé par les nazis eux-mêmes pour prendre le contrôle total du pays. Quoi qu'il en soit, ils l'ont utilisé pour mettre en place les premières législations limitant les droits et libertés des citoyens.

La même nuit, Hitler ordonne l'arrestation de toute personne ayant des liens avec le parti communiste. Dans les jours qui suivent, 4000 membres du parti communiste allemand sont emprisonnés, y compris les membres du parlement. Le lendemain, deux décrets d'urgence sont adoptés par le président allemand Hindenburg sous la pression d'Hitler. Ces décrets, intitulés "Pour la défense de la nation et de l'État" et "Pour combattre la trahison contre la nation allemande et les activités traîtresses", annulent la constitution, réduisent les droits et les libertés des Allemands, interdisent la liberté d'expression et permettent à la police d'arrêter les gens et de fouiller les maisons arbitrairement.

Les opposants politiques aux nazis sont persécutés, beaucoup sont arrêtés, d'autres doivent quitter le pays ou se cacher.

C'est dans cette atmosphère d'arrestations massives, de raids, d'intimidations et de menaces que les élections ont lieu le 5 mars 1933. En persécutant l'opposition et en intimidant la population, Hitler visait à obtenir la majorité absolue des voix.

Dans l'article suivant, vous pouvez lire un compte rendu plus complet de ce que furent ces élections : <https://www.dw.com/en/voting-in-the-midst-of-nazi-terror/a-16646980>.

Mise en place de l'État totalitaire

Malgré toutes les mesures de terreur et d'intimidation, Hitler obtient 43,9 % des voix, ce qui ne lui permet toujours pas de gouverner seul.

Son projet d'obtenir la majorité absolue par le biais des élections échoue, ce qui entraîne une intensification de la terreur et l'adoption de nouvelles législations, supprimant davantage de droits et de libertés.

À la fin du mois de mars, la loi sur les pratiques malveillantes et la loi d'habilitation sont votées. La première fait de la critique du gouvernement et de ses fonctionnaires un crime, y compris les simples blagues et les moqueries sur les décisions et les fonctionnaires du gouvernement. La seconde autorise le chancelier à punir toute personne considérée comme un "ennemi de l'État" et permet à Hitler de faire passer de nouvelles lois sans l'intervention du président ou du Parlement.

Le jour où la loi d'habilitation est votée, le premier camp de concentration Dachau est créé.

Détruire l'opposition ouverte

Tout comme les autres dirigeants totalitaires, la première tâche de l'appareil nazi est de détruire toute opposition existante ou potentielle au nouveau régime. Cela signifie démanteler les partis et organisations politiques, les syndicats et autres organisations civiles qui représentent des fractions de la société et pourraient potentiellement se révolter, fermer les médias, harceler et intimider les journalistes, purger les élites intellectuelles, économiques et culturelles du pays d'où peut venir la résistance. Avec cet objectif, le taux de persécution des opposants et les arrestations se sont intensifiés à la suite des nouvelles lois.

Jusqu'à la fin du mois de mars, le nombre de personnes arrêtées s'élève à 20 000, pour la plupart des membres du parti communiste (principal challenger d'Hitler), ou accusés d'avoir des liens avec lui.

À la fin de l'été, plus de 100 000 personnes sont emprisonnées, dont des communistes, des sociaux-démocrates, des syndicalistes et d'autres personnes considérées comme "radicales" et "indésirables".

Avant la fin de l'année, tous les fonctionnaires politiquement non fiables sont licenciés, les syndicats sont interdits et remplacés par leur équivalent nazi, tous les autres partis politiques sont rendus illégaux. Les œuvres culturelles sont interdites, les livres sont brûlés, plus de 2000 auteurs sont interdits, la musique de jazz est interdite, les universités et les institutions scientifiques sont purgées.

En 1934, Hitler avait déjà neutralisé l'opposition de la société civile et politique à son pouvoir et avait installé son plein pouvoir par la terreur policière, le contrôle du gouvernement, de la législation et du système judiciaire, ainsi que par la propagande et la suppression de la liberté d'expression.

Il est difficile de répondre à la question de savoir quel a été le soutien réel et sincère à Hitler et à son régime pendant la décennie où il a exercé le pouvoir, tout comme il est difficile de répondre à la même question à propos de Joseph Staline, par exemple. Ce dont nous sommes sûrs, c'est que les nazis ont effectivement bénéficié d'un important soutien populaire et que rares étaient ceux qui osaient les défier. Car, comme nous l'avons vu jusqu'à présent et nous le verrons plus loin, leur tenir tête était souvent mortel.

Après 1934, il n'y a qu'un seul cas de manifestation ouverte défiant les nazis en Allemagne, que nous verrons plus loin. La plupart des révoltes et protestations ouvertes contre Hitler ont lieu dans les pays occupés par les nazis.

Voici des exemples des formes les plus fréquentes de protestation (nous ne considérons pas ici la résistance militaire étatique)

Manifestations, protestations, soulèvements :

1. Le soulèvement du ghetto de Varsovie : <https://www.thehistorypress.co.uk/articles/the-warsaw-ghetto-uprising-1943/>.
2. Révolte des prisonniers d'Auschwitz : <https://www.history.co.uk/article/the-great-sonderkommando-revolt-of-1944>.
3. Le soulèvement de Treblinka : <https://www.history.com/news/holocaust-treblinka-uprising-facts-warsaw-ghetto>.
4. Manifestation de la Rosenstrasse à Berlin en 1943 : <https://timeline.com/rosenstrasse-protest-world-war-2-ce3c2bfb3033>.

Chapitre 2. Les groupes de résistance et les organisations de guérilla

Commençons par examiner quelques documents relatifs aux mouvements de résistance :

1. La résistance en France : <https://heroesoftheresistance.org/country/france>
2. La résistance en Grèce : <https://heroesoftheresistance.org/country/greece>
3. La résistance en Pologne : <https://heroesoftheresistance.org/country/poland>
4. La résistance en Belgique : <https://heroesoftheresistance.org/country/belgium>

Les actes individuels de résistance ouverte :

D'innombrables actes de résistance ont été perpétrés par des individus et des petits groupes, tant en Allemagne que dans les territoires occupés par l'Allemagne. Il s'agit d'attaques contre de hauts responsables nazis, de sabotages et d'actes de défiance ouverte. A titre d'exemple, nous verrons certains des plus audacieux, visant à éliminer Hitler lui-même : <https://www.history.com/news/6-assassination-attempts-on-adolf-hitler>.

Quelle était l'ampleur réelle de la résistance en Allemagne et dans les territoires occupés ?

Pas vraiment. On estime qu'en Allemagne, moins de 1 % de la population s'est engagée dans des activités de résistance.

Cela s'explique d'une part par le large soutien populaire dont bénéficiait le parti nazi.

Pour ses contemporains, les citoyens allemands ordinaires, la vie est effectivement devenue plus confortable au cours de la décennie du régime nazi.

Par rapport à la décennie précédente, qui avait été marquée par une profonde crise économique et politique, un chômage de masse, la pauvreté et des limitations, le régime nazi a apporté une augmentation significative du confort matériel de la population allemande. L'effort d'avant-guerre et de guerre a dynamisé l'économie, ce qui a permis de créer des emplois.

Les nazis ont mis en œuvre des politiques visant à augmenter le nombre de naissances d'enfants "aryens", ce qui a permis aux familles allemandes de bénéficier de diverses aides et prestations de l'État.

Les événements culturels, publics, sportifs et de divertissement sont devenus largement accessibles aux masses, dans le cadre du régime de propagande nazi. Goebbels, le ministre nazi de la propagande, est le premier à utiliser le pouvoir des nouveaux médias de masse (radio, films) comme outils d'endoctrinement et de désinformation. C'est lui qui a créé la politique : "Dans chaque foyer allemand, une radio", qui consistait à distribuer gratuitement des récepteurs radio à tous les foyers allemands, s'assurant ainsi que la doctrine nazie devienne une partie habituelle de la vie quotidienne des gens. Aux yeux des Allemands de l'époque, il ne s'agissait pas d'un acte d'intrusion supplémentaire, mais d'un acte de générosité bienvenu de la part de l'État nazi. La radio était une technologie révolutionnaire à l'époque, inaccessible aux masses. L'utilisation des médias de masse comme machine de propagande sera étudiée dans les décennies à venir.

Il existe d'innombrables organisations nazies pour des personnes de tous âges et de tous horizons (Jeunesse nazie, femmes, mères, etc.) qui, sous le couvert d'activités et d'événements communautaires, étendent et maintiennent le contrôle de l'État totalitaire dans tous les domaines.

En bref, la vie des citoyens allemands ordinaires, tant qu'ils étaient obéissants, était plus confortable qu'elle ne l'avait jamais été auparavant. Beaucoup d'entre eux ont choisi d'être indifférents au coût exact de ce confort. Les masses, celles qui ne rejoignaient pas directement l'appareil totalitaire nazi ni ne s'engageaient dans la violence (foules nazies), choisissaient de fermer les yeux sur la personne qui était battue ou humiliée dans n'importe quel espace public, sur le collègue juif qui ne venait pas travailler du jour au lendemain, sur le magasin qui était vandalisé et volé, sur la famille voisine qui était raflée et emmenée "quelque part", etc.

Outre le confort, il existe une autre raison majeure à l'obéissance de masse : la peur. Le régime nazi a veillé très tôt à ce que les actes de défiance soient sévèrement et publiquement punis. Comme nous l'avons mentionné précédemment, le régime nazi a mis en place un puissant État policier afin de garder un contrôle total sur la population. Ses structures espionnaient, intimidaient et emprisonnaient régulièrement toute personne qui semblait suspecte.

Outre les organes officiels de contrôle, les forces de sécurité nazies ont mis en place un réseau organisé d'informateurs civils, dont le travail consistait à signaler aux SS ou à la Gestapo tout comportement défiant ou suspect dont ils étaient témoins. Chaque quartier avait désigné des Blockleiters, qui écoutaient les ragots, observaient leurs voisins et signalaient les comportements et événements "suspects" dans leur secteur, ce qui créait une peur énorme au sein de la population et décourageait de nombreuses personnes de tenter le moindre acte de défi.

La population était consciente de l'existence de ces informateurs civils, mais elle ne savait pas qui ils étaient exactement, ce qui faisait que les gens étaient naturellement soupçonneux et avaient peur de tous ceux qui se trouvaient dans leur environnement. Comme les punitions sont sévères, allant de la perte d'emploi, de biens matériels et de statut à l'arrestation et à l'emprisonnement, de nombreux citoyens allemands hésitent à prendre le risque de tout perdre.

En ce qui concerne la résistance dans les territoires occupés par l'Allemagne en dehors de l'Allemagne, nous avons souvent l'impression qu'une grande partie de la population participe à la résistance.

La réalité est pourtant différente. En Europe occidentale, entre 1 et 3 % de la population étaient engagés dans des groupes de résistance active. En Europe de l'Est et en Grèce, l'engagement était beaucoup plus élevé mais encore loin d'une majorité, 10-15%.

Cela s'explique par la stratégie adoptée par les nazis pour décourager la résistance. Dans les territoires occupés, les Allemands tenaient les populations collectivement responsables des actes de résistance. Pour chaque assassinat ou acte de sabotage, les Allemands tuaient en représailles des dizaines ou parfois même des centaines de civils.

Au cours de ces représailles, les Allemands ont tué pendant la guerre environ 30 000 hommes et femmes innocents en France. En Pologne, en Biélorussie et en Yougoslavie, des villages entiers ont été anéantis, les victimes se comptant par centaines de milliers. Le coût élevé de la résistance en décourage plus d'un de s'y engager et rend les populations civiles des pays occupés hostiles aux groupes de résistance.

Pour les membres des groupes de résistance eux-mêmes, une action ouverte représentait un sérieux dilemme moral, en raison de la perte de vies innocentes qui s'ensuivrait. La stratégie de représailles adoptée par les Allemands a réussi à inspirer la peur à la population générale des pays occupés, qui redoutait non seulement l'envahisseur mais aussi ses propres groupes de résistance. De nombreux résistants ont été livrés aux nazis par leurs concitoyens, créant ainsi un environnement dans lequel les résistants devaient craindre autant les leurs que les Allemands.

La différence d'engagement entre les pays d'Europe de l'Est et de l'Ouest est probablement due à la manière dont les populations locales étaient généralement traitées par l'occupation. L'idéologie raciale des nazis considérait les Européens de l'Est et les Grecs comme racialement inférieurs, alors que les populations d'Europe occidentale ne souffraient pas de la même attitude. Ces points de vue raciaux ont fait une différence majeure dans la façon dont les locaux étaient traités par l'envahisseur allemand en général. Dans les pays d'Europe occidentale, les civils, tout comme en Allemagne, étaient en sécurité tant qu'ils obéissaient. En Europe de l'Est et en Grèce, où l'objectif était de procéder à un nettoyage ethnique de ces territoires, les civils étaient de toute façon affamés, maltraités, terrorisés et tués par dizaines, avec ou sans résistance. En revanche, en Europe de l'Ouest comme en Europe de l'Est, les groupes résistants avaient rarement les moyens de causer de sérieux dommages à l'armée allemande. Pour les raisons décrites ci-dessus, les gens, tant en Allemagne que dans les territoires occupés, ont adopté des stratégies moins évidentes pour défier les nazis.

L'Europe de l'Est sous les régimes totalitaires soviétiques

La plupart des pays d'Europe de l'Est sont tombés sous la domination soviétique au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Dans la plupart des pays, l'installation du nouveau régime a suivi des schémas similaires.

Le début et la destruction de l'opposition politique.

Contrairement au nazisme d'Hitler, les régimes soviétiques d'Europe de l'Est n'ont pas été installés à la suite d'élections. Leurs partisans ont pris le pouvoir par des moyens militaires.

Bien que les détails varient d'un pays d'Europe de l'Est à l'autre, ils ont tous suivi le même schéma : détruire l'opposition, supprimer les droits et libertés des citoyens et installer un État totalitaire qui contrôlerait tous les aspects de la vie de son peuple.

En ce sens, il est difficile de savoir quelle était l'ampleur du soutien réel des citoyens d'Europe de l'Est au nouveau régime, car aucune élection libre n'a été organisée dans aucun de ces pays.

Des preuves anecdotiques montrent que les nouveaux dirigeants n'ont pas été très populaires dès le début. Pour cette raison, la brutalité et la violence ont commencé dans la plupart des pays dès le premier jour. Il n'est pas possible de discuter en détail dans ce chapitre de ce qui s'est passé dans chaque pays d'Europe de l'Est, c'est pourquoi nous allons voir des exemples de quelques pays différents.

Comment ces régimes ont-ils pris le pouvoir dans les pays d'Europe de l'Est ?

Au cours de l'été 1944, la guerre touche déjà à sa fin. L'Allemagne, sous le gouvernement nazi d'Hitler, subissait de lourdes pertes sur les fronts occidental et oriental.

L'armée allemande avait été repoussée par les armées américaine et britannique à l'ouest et par l'armée soviétique à l'est. Comme la défaite de l'Allemagne nazie était une question de temps, les vainqueurs, la Grande-Bretagne, les États-Unis et l'Union soviétique, envisageaient tous ce qui allait se passer après la guerre. Tous ont pu prévoir qu'ils conserveraient beaucoup plus facilement leur influence dans l'après-guerre sur les territoires qu'ils avaient occupés pendant que les Allemands battaient en retraite. Par conséquent, pour les vainqueurs, la défaite de l'Allemagne ne se résumait pas à la conquête d'Hitler, il s'agissait également d'une compétition pour l'expansion entre deux systèmes politiques opposés.

Pour Joseph Staline, l'occupation des pays d'Europe de l'Est, alliés et ennemis de l'Axe, et l'installation de régimes sous contrôle soviétique avant la fin de la guerre étaient le moyen de consolider son contrôle sur ces pays. Par conséquent, dans toute l'Europe de l'Est, ces régimes ont été installés par l'occupation militaire de l'armée rouge et l'établissement par la force de gouvernements sous contrôle soviétique soutenus par des groupes communistes locaux.

À la fin officielle de la guerre, en 1945, beaucoup de ces pays avaient déjà des régimes staliniens en place. Comment les populations locales ont-elles réagi ? Se sont-ils opposés à ces régimes ? Dans la plupart des pays, l'opposition organisée n'a pas pu se former dès le départ, pour des raisons différentes de celles de l'Allemagne nazie. Contrairement à l'ascension d'Hitler, les occupants n'ont pas bénéficié d'un large soutien populaire dans les territoires où ils se sont installés.

Alors qu'Hitler est arrivé au pouvoir, légalement, par le biais d'élections, les régimes soviétiques se sont imposés par la force.

Si la terreur nazie visait des groupes d'opposants spécifiques, la terreur soviétique se déchaînait contre la population des pays occupés dans son ensemble.

Par exemple, en Bulgarie, le nouveau régime a été installé le 9 septembre 1944, par un coup d'État militaire, qui a supprimé le gouvernement en place. L'Union soviétique a déclaré la guerre à la Bulgarie le 5 septembre, car ce pays était un allié de l'Axe.

Le 8 septembre, l'armée rouge occupe le pays et, la même nuit, un coup d'État soutenu par les Soviétiques et organisé par le Parti communiste bulgare prend le contrôle du pays. Dès le même jour, des groupes de guérilla composés de partisans communistes déclenchent la vague de terreur la plus sanglante de l'histoire moderne du pays. Entre le 9 septembre et décembre 1944, près de 30 000 personnes ont été tuées sans procès ni procédure judiciaire d'aucune sorte.

Parmi les personnes tuées figurent des professeurs d'université, des prêtres, des imams, des enseignants, des fonctionnaires, des personnalités publiques, des propriétaires d'entreprises, des médecins, des commerçants. Dans toutes les villes et villages, les écoles et les bâtiments publics ont été transformés en centres de détention où les personnes arrêtées sont emprisonnées avec des accusations telles que "responsable de la catastrophe", "fasciste reconnu", "ennemi du peuple", "capitaliste", etc. La plupart des personnes détenues sont tuées dans les jours qui suivent leur arrestation.

À partir de décembre de la même année, les tribunaux populaires, dont nous avons parlé dans un chapitre précédent, commencent à fonctionner. Entre 1944 et 1947, des centaines de milliers de personnes sont tuées, emprisonnées ou envoyées dans des camps de travail forcé.

Les partis d'opposition sont officiellement interdits et un système totalitaire à parti unique est mis en place. Les dirigeants du dernier parti d'opposition parlementaire sont jugés et exécutés. Des purges à motivation politique sont menées dans tous les domaines de la vie sociale, culturelle et économique.

Les syndicats sont interdits et remplacés par des organisations contrôlées par le gouvernement.

Les partis politiques autres que les partis communistes sont interdits.

De nombreux ouvrages culturels et scientifiques ont été interdits, des livres ont été brûlés, la musique et le cinéma occidentaux ont été interdits.

La propriété privée a été interdite et a donné lieu à une collectivisation forcée (acquisition par l'État).

Toutes les entreprises sont devenues propriété de l'État, tout type d'activité commerciale privée est devenu illégal.

Une censure totale est appliquée, toute forme de dissidence est punie d'emprisonnement ou de camp de travail. Le quitter le pays et voyager à l'étranger est devenu pratiquement impossible.

Un système de surveillance de masse et de terreur basé sur le modèle soviétique a été mis en place, s'appuyant fortement sur la police secrète et sur des informateurs parmi la population civile.

Tout comme dans l'Allemagne nazie, tout le monde savait que ces informateurs étaient là, mais personne ne savait avec certitude qui ils étaient. Il en a résulté une peur généralisée et une suspicion de tous contre tous. Les répercussions étaient appliquées non seulement contre les dissidents mais aussi contre leurs proches et leurs familles. Les familles des "ennemis de l'État" n'avaient plus accès au travail, à l'éducation et aux services publics. Souvent, il leur était interdit de vivre dans les grandes villes, et elles se sont exilées dans des endroits reculés.

Le même modèle a été appliqué dans tous les pays d'Europe de l'Est. Par conséquent, la principale raison pour laquelle des manifestations à grande échelle n'ont pas été organisées au cours des premières années est la terreur plutôt que le soutien honnête des régimes.

Au cours des décennies suivantes, cependant, l'Union soviétique se verra confrontée à des manifestations et des révoltes dans tout le bloc de l'Est. Voyons quelques exemples de formes manifestes de protestation :

Manifestations, protestations, soulèvements :

1. Soulèvement en Allemagne de l'Est, 1953 : <https://fotostrasse.com/berlin-riots-1953/#.YI7uGJBKjZs>
2. Révolution hongroise, 1956 : <https://www.bbc.co.uk/bitesize/guides/zghnqhv/revision/1>
3. Émeutes de Poznan, Pologne, <https://www.britannica.com/event/Poznan-Riots>
4. Printemps de Prague, Tchécoslovaquie, 1968 : <https://www.rferl.org/a/crushing-of-prague-spring-1968/29420107.html>.

Groupes de résistance et organisations de guérilla :

Il existait dans tous les pays d'Europe de l'Est des organisations de guérilla anticommunistes qui ont combattu les régimes soviétiques. Cependant, les informations sur leur nombre, leur taille et leur activité sont limitées. Certaines d'entre elles ont cependant une réputation douteuse car elles ont elles-mêmes commis des actes de violence contre des civils innocents. Les autorités soviétiques ont caché au public les informations concernant ces groupes ainsi que les actions entreprises par le régime à leur encontre. La plupart de ces organisations ont été complètement éradiquées dans les années 1950 et 1960. Selon les archives de la police secrète des différents pays, la plupart des membres de ces groupes ont été tués au combat, condamnés à mort ou envoyés dans des camps de travail.

Tout comme dans l'Allemagne nazie, en raison des conséquences et des répressions sévères, la plupart des gens ont préféré utiliser des moyens plus discrets pour s'opposer aux États totalitaires communistes. Dans le chapitre suivant, nous étudierons quelques exemples de ces formes de protestation employées par les citoyens sous les deux régimes.

Chapitre 3. Dissidence et formes cachées de protestation

Comme nous l'avons vu, l'opposition ouverte aux régimes totalitaires était difficile et très périlleuse. Nous avons vu que les personnes vivant sous ces régimes avaient non seulement une extrême difficulté à mener tout type de protestation ouverte et manifeste, mais aussi que lorsqu'elles le faisaient, leurs chances de succès étaient proches de zéro et les conséquences étaient graves. Il était impossible de s'opposer à l'appareil oppressif que ces régimes déchaînaient contre quiconque osait s'opposer.

C'est pourquoi les populations opprimées ont adopté d'autres stratégies qui, tout en étant extrêmement risquées en soi, étaient à la fois plus efficaces et moins meurtrières.

Les personnes vivant sous des régimes totalitaires ont vraiment fait preuve de créativité. Il est impossible de couvrir toutes les formes de dissidence, mais nous en verrons quelques-unes dans les deux États totalitaires qui ont dominé l'histoire du XXe siècle en Europe : L'État nazi et l'Union soviétique.

Chapitre 3.1 - Presse clandestine et stations de radio interdites

L'impression illégale de littérature interdite de toutes sortes était l'une des formes les plus courantes de protestation contre l'Union soviétique et l'occupation nazie dans l'Europe de la Seconde Guerre mondiale. Le champ d'action de ce mouvement clandestin allait des appels à la résistance et à l'action aux informations et nouvelles interdites, en passant par la littérature interdite de toutes sortes (romans, ouvrages scientifiques, revues culturelles, ouvrages politiques). Des centaines de milliers de personnes en Europe occupée, et plus tard en Europe de l'Est soviétique, étaient engagées dans la production, l'impression et la distribution de la presse clandestine.

L'écoute de la radio interdite était un autre moyen de défier la censure des régimes. Rappelez-vous que sous l'Allemagne nazie, des récepteurs radio étaient distribués à chaque foyer. Ils étaient automatiquement réglés sur les stations de radio de l'État nazi. Cependant, il existait des programmes radiophoniques en langue allemande de la BBC, de Radio Moscou, de Voice of America, de Radio Vatican et de la station suisse Beromünster, dont beaucoup visaient des auditeurs en Allemagne. On estime que pendant la Seconde Guerre mondiale, environ 60 % des Allemands écoutaient des stations de radio interdites à faible volume.

En Europe de l'Est communiste, les "stations de radio ennemies" étaient également l'une des rares "fenêtres sur le monde". La voix de l'Amérique, Radio Free Europe, Radio Vatican, Deutsche Welle sont parmi les stations de radio les plus populaires parmi les Européens de l'Est.

Être pris en possession de littérature interdite (impression, distribution mais aussi simple possession) ou écouter une radio interdite était sévèrement puni sous les deux régimes. Il s'agissait donc d'une entreprise très dangereuse à l'époque. On connaît des cas de condamnation à mort dans l'Allemagne nazie pour avoir écouté la BBC, des personnes de la résistance française prises à distribuer de la littérature interdite ont également payé de leur vie, et des milliers de personnes en Europe de l'Est ont été envoyées dans des camps de concentration pour les mêmes "crimes", où beaucoup ont été tuées. Vous pouvez voir ici des exemples d'imprimés clandestins dans l'Europe occupée par les Allemands : <https://heroesoftheresistance.org/story/underground-press>.

Voici quelques exemples : photos, impressions de la résistance européenne.

Il y avait aussi des œuvres littéraires comme le roman *Le Silence de la mer* en France, qui sert à motiver la résistance française à l'Occupant. (Photo).

Ici, vous pouvez en savoir plus sur le Samizdat (auto-édition, en russe), nom de la presse clandestine en Union soviétique : <https://www.bbc.com/culture/article/20170724-the-writers-who-defied-soviet-censors>.

Dans l'Allemagne nazie, le groupe le plus important était la Société de la Rose blanche, composée d'étudiants universitaires en 1943 à Munich. Ils imprimaient et distribuaient des tracts et des affiches anti-nazis. À plusieurs reprises, ils ont également organisé des manifestations dans le centre de Munich contre les politiques du régime nazi. Leurs dirigeants ont été arrêtés et exécutés pour leur dissidence. Vous trouverez plus d'informations sur ce groupe ici : <https://heroesoftheresistance.org/profile/white-rose-society>.

Chapitre 3.2 - Dissidents et dissidence

Si toutes les formes de protestation dont nous parlons dans ce chapitre sont des formes de dissidence, nous nous concentrons ici sur les personnes qui ont défié le régime soviétique en disant la vérité sur la vie et les conditions dans les pays soviétiques. Leur travail et leurs témoignages ont informé le monde de la cruelle oppression et de la terreur auxquelles le régime soviétique soumettait ses citoyens.

Andrei Sakharov, Russie :

Andrei Sakharov était un physicien nucléaire russe, dissident et militant pour le désarmement, la paix et les droits de l'homme. Pour son activisme en faveur de la paix et des droits de l'homme, il a reçu le prix Nobel de la paix en 1975. Il est devenu un défenseur des droits de l'homme et des libertés civiles, visant à sensibiliser le monde à la violation systématique des droits et libertés individuels par les régimes totalitaires soviétiques. Il a été persécuté par l'État pour son activisme. Vous pouvez accéder ici à sa conférence Nobel "Paix, progrès et droits de l'homme" : <https://www.nobelprize.org/prizes/peace/1975/sakharov/lecture/>.

Vaclav Havel, République tchèque :

Václav Havel était un dissident, écrivain et dramaturge qui s'est opposé au régime totalitaire communiste installé dans son pays. Il a également été le premier président librement élu de la Tchécoslovaquie après la chute du Mur en 1989 jusqu'à la dissolution du pays en 1992. Après cela, il a été président de la République tchèque de 1993 à 2003. Il a été persécuté et emprisonné à de multiples reprises pour sa dissidence. Vous pouvez lire ici un extrait de son œuvre la plus célèbre sur l'impact du régime sur ses citoyens "Le pouvoir des impuissants" : <https://history.hanover.edu/courses/excerpts/165havel.html>.

Alexandre Soljenitsyne, Russie :

Alexandre Soljenitsyne] était un romancier, philosophe, historien et dissident russe. Il est probablement l'un des premiers dissidents à sensibiliser le monde à l'ampleur de l'appareil répressif employé en Union soviétique. L'un des dissidents soviétiques les plus célèbres, Soljenitsyne a critiqué ouvertement le communisme et a contribué à sensibiliser le monde aux violations des droits de l'homme, au système des camps de concentration du Goulag et à la répression politique en Union soviétique. Il a été emprisonné au Goulag pendant 8 ans, puis condamné à l'exil pour avoir défié Joseph Staline. Son témoignage sur le système concentrationnaire du Goulag, décrit dans "L'Archipel du Goulag", a été vendu à des dizaines de millions d'exemplaires dans le monde. En 1970, il a reçu le prix Nobel de littérature "pour la force éthique avec laquelle il a poursuivi les traditions indispensables de la littérature russe".

Vous pouvez lire ci-dessous quelques extraits de L'Archipel du Goulag :

Non, non : la forme des arrestations est très variable. En 1926, Irma Mendel, une Hongroise, a obtenu par l'intermédiaire du Comintern deux billets au premier rang pour le théâtre Bolchoï. L'interrogateur Klegel lui faisait la cour à l'époque et elle l'a invité à l'accompagner. Ils assistent au spectacle avec beaucoup d'affection et, à la fin, il l'emmène directement à la Loubianka. Et si, par un jour de juin 1927 sur Kuznetsky Most, la belle Anna Skripnikova, rousse et aux joues rondes, qui venait d'acheter du tissu bleu marine pour une robe, est montée dans un fiacre avec un jeune homme, vous pouvez être sûr qu'il ne s'agissait pas du tout d'un rendez-vous amoureux, comme le chauffeur de taxi l'a très bien compris et l'a montré par son froncement de sourcils (il savait que les orgues ne paient pas). C'était une arrestation. Dans un instant, ils allaient tourner sur la Loubianka et entrer dans la gueule noire des grilles. Et si, quelque vingt-deux printemps plus tard. Le capitaine de vaisseau de second rang Boris Burkovsky, vêtu d'une tunique blanche et portant une trace d'eau de Cologne coûteuse, achetait un gâteau pour une jeune femme, ne jurez pas que le gâteau parviendrait un jour à la jeune femme et ne serait pas plutôt découpé en tranches par les couteaux des hommes qui fouillaient le capitaine, puis livré à ce dernier dans sa première cellule. Non, on ne peut certainement pas dire que l'arrestation de jour, l'arrestation en cours de route ou l'arrestation au milieu d'une foule ait jamais été négligée dans notre pays. Mais elle a toujours été nette - et, ce qui est le plus surprenant, les victimes, en collaboration avec les hommes de la Sécurité, se sont conduites de la manière la plus noble qui soit, pour éviter aux vivants d'assister à la mort des condamnés. On ne peut pas arrêter tout le monde chez soi, en frappant à la porte au préalable (et si l'on frappe, il faut que ce soit le directeur de la maison ou le facteur). Et tout le monde ne peut pas non plus être arrêté au travail. Si la personne à arrêter est vicieuse, il vaut mieux la saisir hors de son milieu ordinaire, loin de sa famille et de ses collègues, de ceux qui partagent ses opinions, de ses cachettes. Il ne doit avoir aucune chance de détruire, de cacher ou de transmettre quoi que ce soit à qui que ce soit. Il arrivait que des personnalités de l'armée ou du Parti se voient confier de nouvelles missions, qu'elles soient installées dans un wagon privé, puis arrêtées en cours de route. Un obscur mortel ordinaire, effrayé par les arrestations épidémiques autour de lui et déjà déprimé depuis une semaine par les regards sinistres de son chef, est soudain convoqué au comité local du Parti, où on lui présente, tout sourire, un billet de vacances pour un sanatorium de Sotchi. Le lapin est bouleversé et conclut immédiatement que

ses craintes étaient sans fondement. Après avoir exprimé sa gratitude, il se dépêche de rentrer chez lui, triomphant, pour faire sa valise. Il ne reste que deux heures avant l'heure du train, et il gronde sa femme pour avoir été trop lente. Il arrive à la gare avec du temps à perdre. Et là, dans la salle d'attente ou au bar, il est hélé par un jeune homme extraordinairement agréable : "Vous ne vous souvenez pas de moi, Piotr Ivanich ?" Pyotr Ivanich a du mal à se souvenir : "Eh bien, pas exactement, vous voyez, bien que..." Mais le jeune homme déborde d'une sympathique sollicitude : "Voyons, comment est-ce possible ? Je vais devoir vous le rappeler. ..." Et il s'incline respectueusement devant la femme de Pyotr Ivanich : "Vous devez nous pardonner. Je ne le garderai qu'une minute." La femme acquiesce et, confiant, le mari se laisse emmener par le bras - pour toujours ou pour dix ans ! La gare est bondée - et personne ne remarque rien. . . . Oh, vous, citoyens qui aimez voyager ! N'oubliez pas que dans chaque gare, il y a une section GPU et plusieurs cellules de prison. Cette importunité de prétendues connaissances est si abrupte que seule une personne qui n'a pas eu la préparation loupée de la vie de camp est susceptible de s'y soustraire. Ne croyez pas, par exemple, que si vous êtes un employé de l'ambassade américaine du nom d'Alexander D., vous ne pouvez pas être arrêté en plein jour dans la rue Gorki, juste à côté du Bureau central du télégraphe. Votre ami inconnu se précipite à travers la foule et ouvre ses bras pillards pour vous embrasser : "Saaasha !" Il vous crie simplement dessus, sans faire d'effort pour passer inaperçu. "Hey, mon pote ! Ca fait longtemps qu'on ne s'est pas vu ! Viens par ici, on va se mettre à l'abri." A ce moment-là, une berline Pobeda s'arrête sur le trottoir... . Et quelques jours plus tard, la TASS publiera un communiqué rageur à l'intention de tous les journaux, alléguant que les cercles informés du gouvernement soviétique n'ont aucune information sur la disparition d'Alexandre D. Mais qu'y a-t-il d'inhabituel à cela ? Nos gars ont procédé à de telles arrestations à Bruxelles - c'est là que Zhora Blednov a été saisi - et pas seulement à Moscou. Il faut rendre aux Orgues ce qui leur revient : à une époque où les discours publics, les pièces de théâtre et la mode féminine semblent tous sortis de chaînes de montage, les arrestations peuvent être des plus variées. On vous prend à part dans un couloir d'usine après avoir fait contrôler votre laissez-passer - et vous êtes arrêté. Ils vous sortent d'un hôpital militaire avec une température de 102, comme ils l'ont fait avec Ans Bemshtein, et le médecin ne lèvera pas le petit doigt pour votre arrestation - laissez-le essayer ! Ils vous enlèvent directement de la table d'opération - comme ils ont pris N. M. Vorobyev, un inspecteur scolaire, en 1936, au milieu d'une opération pour un ulcère d'estomac - et vous traînent dans une cellule, comme ils l'ont fait pour lui, à moitié vivant et tout sanglant (comme Karpunich s'en souvient). Ou, comme Nadya Levitskaya, vous essayez d'obtenir des informations sur la condamnation de votre mère, et ils vous les donnent, mais cela se transforme en une confrontation - et votre propre arrestation ! Au Gastronom - le magasin d'alimentation de luxe - tu es invité au département des commandes spéciales et c'est là que tu es arrêté. Vous êtes arrêté par un pèlerin religieux que vous avez hébergé pour la nuit "pour l'amour du Christ". Vous êtes arrêté par un releveur de compteurs qui est venu relever votre compteur électrique. Vous êtes arrêté par un cycliste qui vous a croisé dans la rue, par un conducteur de train, un chauffeur de taxi, un caissier de caisse d'épargne, le directeur d'un cinéma. Chacun d'entre eux peut vous arrêter, et vous ne remarquez la carte d'identité marron dissimulée que lorsqu'il est trop tard. Parfois, les arrestations semblent même être un jeu - il y a tellement d'imagination superflue, tellement d'énergie bien nourrie, investie dans ces arrestations. Après tout, la victime ne résisterait pas de toute façon. Est-ce que les agents de sécurité veulent justifier leur emploi et leur nombre ? Après tout, il semblerait suffisant d'envoyer des avis à tous les lapins marqués pour l'arrestation, et ils se présenteraient docilement à l'heure et à la minute désignées aux portes de fer de la Sûreté de l'État avec un paquet dans les mains - prêts à occuper un morceau de sol dans la cellule à laquelle ils étaient destinés. Et, en fait, c'est de cette façon que les faiseurs de collectifs sont arrêtés. Qui a envie d'aller jusqu'à une cabane la nuit, sans route à emprunter ? Ils sont convoqués au soviet du village - et y sont arrêtés. Les travailleurs manuels sont convoqués au bureau. Bien sûr, toute machine a un point où elle est surchargée, au-delà duquel elle ne peut plus fonctionner. Dans les années tendues et surchargées de 1945 et 1946, lorsque des trains entiers affluaient d'Europe, pour être immédiatement avalés et envoyés au goulag, toute cette théâtralité excessive est passée à la trappe, et toute la théorie en a beaucoup souffert. Tout le tapage et les plumes du rituel se sont envolés dans toutes les directions, et l'arrestation de dizaines de milliers de personnes a pris l'allure d'un sordide appel nominal : ils se tenaient là avec des listes, lisaient les noms de ceux qui se trouvaient dans un train, les chargeaient dans un autre, et c'était toute l'arrestation. Pendant plusieurs décennies, les arrestations politiques se sont distinguées dans notre pays précisément par le fait que l'on arrêtaient des personnes qui n'étaient coupables de rien et qui n'étaient donc pas préparées à opposer la moindre résistance. Il y avait un sentiment général d'être destiné à la destruction, un sentiment de n'avoir nulle part où échapper au GPU-NKVD

(qui, soit dit en passant, étant donné notre système de passeport interne, était assez précis). Et même dans la fièvre des arrestations épidémiques, lorsque les gens qui partaient au travail disaient chaque jour adieu à leur famille parce qu'ils ne pouvaient pas être certains de revenir le soir, même alors presque personne n'essayait de s'enfuir et ce n'est que dans de rares cas que les gens se suicidaient. Et c'était exactement ce qu'il fallait. Un mouton soumis est une trouvaille pour un loup. Cette soumission était également due à l'ignorance de la mécanique des arrestations épidémiques. En général, les organes n'avaient pas de raisons profondes pour choisir qui arrêter et qui ne pas arrêter. Ils avaient simplement des affectations globales, des quotas pour un nombre spécifique d'arrestations. Ces quotas pouvaient être remplis de manière ordonnée ou totalement arbitraire. En 1937, une femme s'est présentée à la salle de réception du NKVD de Novoherkassk pour demander ce qu'elle devait faire du nourrisson non nourri et non sevré d'un voisin qui avait été arrêté. On lui a répondu : "Asseyez-vous, on va voir." Elle est restée assise pendant deux heures, puis ils l'ont emmenée et jetée dans une cellule. Ils avaient un plan d'ensemble qui devait être exécuté en urgence, et il n'y avait personne de disponible à envoyer dans la ville - et voilà que cette femme était déjà entre leurs mains !

Notre loi est puissante, glissante et différente de tout ce que l'on appelle "la loi". Les Romains ont inventé l'idée que "la loi n'a pas de force rétroactive". Mais dans notre pays, si ! Un vieux proverbe réactionnaire murmure que "la loi ne peut pas être écrite ex post facto". Mais dans notre pays, elle le peut ! Si un nouveau décret à la mode a été publié, et que la loi a envie de l'appliquer à ceux qui ont été arrêtés auparavant, pourquoi pas, c'est possible ! C'est ce qui s'est passé avec les spéculateurs de devises et les corrupteurs : des listes ont été envoyées à Moscou de différents endroits, par exemple de Kiev, avec les noms de ceux à qui le décret devait être appliqué rétroactivement (soit en allongeant leur peine, soit en les achevant avec neuf grammes [une balle, en argot de prison]). Et les mesures ont été appliquées. Pourtant, malgré tout cela, notre loi ne se souvient absolument pas du péché de porter un faux témoignage. En général, il ne le considère même pas comme un crime ! Légion sont les faux témoins qui prospèrent parmi nous, avançant vers une vieillesse respectable, et se prélassant dans le coucher de soleil doré de leurs jours. Notre pays est le seul dans toute l'histoire et dans le monde entier à choyer les parjures !

La loi vacille

Et pourtant, notre loi ne parvient pas à punir les juges et les procureurs assassins. Ils servent tous honorablement, et pendant de longues années, et passent noblement leur vieillesse.

Et pourtant, vous ne pouvez nier que notre loi tremble et frémit, ce qui est caractéristique de tout processus créatif tremblant. C'est ainsi que la Loi oscille d'un côté à l'autre : une année, la criminalité diminue fortement - on arrête moins, on juge moins, on libère les condamnés sous caution... Et puis elle oscille dans l'autre sens : il n'y a pas de fin aux crapules ! Plus de liberté sous caution ! Il faut rendre les prisons plus dures, les peines plus longues, punir les salauds !

Mais malgré toutes les secousses de la tempête, le navire de la loi navigue majestueusement et calmement. Les plus hauts juges et les plus hauts procureurs sont des hommes d'expérience, et ces bourrasques ne les surprennent pas. Ils dirigent leurs Plénums, ils rendent leurs décisions - et chaque nouveau virage est expliqué comme étant désiré depuis longtemps, comme étant le résultat de tout notre développement historique, et comme étant prédit par le Seul et Unique Enseignement Véritable.

Le navire de notre Loi est prêt à faire face à toutes ces embardées. Et si demain, on donne à nouveau l'ordre d'envoyer des millions de personnes en prison pour leur façon de penser, d'exiler des peuples entiers (les mêmes qu'avant ou d'autres) ou des populations de villes rebelles, et d'accrocher à nouveau des numéros de prison à quatre chiffres sur les gens, la puissante coque ne tremblera guère, et la proue ne vacillera pas.

Des meilleurs amis aux époux platoniques

Et il ne reste plus que ce qu'a écrit Derjavine [Gav rila R. Derjavine, poète russe qui vécut de 1743 à 1816], à savoir que seuls ceux qui en ont fait l'expérience eux-mêmes peuvent savoir dans leur cœur que :

Un tribunal injuste est pire qu'un vol de grand chemin.

Où est-il possible, dans quel autre système juridique terrestre que le nôtre, d'enchaîner les gens avec des peines de 25 ans, jusqu'à 70 ans ! Puis, soudainement, un nouveau code pénal apparaît (1961) avec un maximum de 15 ans. Même un étudiant en première année de droit comprendrait que cela signifie que ces peines de 25 ans sont annulées. Mais dans notre pays, elles ne sont pas annulées ! Vous pouvez pleurer à chaudes larmes, vous pouvez vous taper la tête contre le mur, mais elles ne sont pas annulées. C'est le lot des gens qui n'ont pas été touchés par l'épidémie des libérations khrouchtchéviennes, nos camarades abandonnés dans les bandes de prisonniers, qui ont partagé nos cellules et que nous avons rencontrés dans les camps de transit. Dans notre existence renouvelée, nous les avons oubliés depuis longtemps, et pourtant ils sont là, toujours perdus, toujours à arpenter, d'un air maussade et vide, ces mêmes parcelles de terre à deux balles, toujours derrière les barbelés et les miradors.

Georgi Markov, Bulgarie : Avez-vous déjà entendu l'expression "parapluie bulgare" ? Eh bien, si vous ne l'avez pas fait jusqu'à présent, la voici : Un meurtre étrange impliquant un parapluie et une minuscule balle empoisonnée a fait la une des journaux du monde entier à la fin des années 1970. La victime était l'écrivain dissident bulgare Georgi Markov, tué alors qu'il se rendait à son travail à la BBC à Londres. Nous n'allons pas nous concentrer ici sur les détails du meurtre lui-même, mais sur le pourquoi. Georgi Markov a quitté le pays en 1969 sous la pression de la lourde censure exercée par le parti communiste de son pays. Il s'installe à Londres et commence à y travailler pour la BBC. Cependant, ce n'est pas son travail à la BBC mais sa collaboration avec ces stations de radio interdites dont nous avons parlé plus tôt qui lui a coûté la vie. Il a écrit un livre intitulé "In Absentia Reports" (publié aux États-Unis sous le titre "The truth that killed") qui a été diffusé sur Radio Free Europe de 1975 à 1978 en 137 épisodes. Le dernier chapitre a été diffusé en juin 1978. En septembre de la même année, il était déjà mort. Le contenu du livre était une critique sévère de l'État totalitaire communiste. Pendant sa vie en Bulgarie, il était un auteur et un dramaturge renommé, il s'est rapproché de l'élite politique qui gouvernait le pays et du dirigeant communiste lui-même, Todor Jivkov. Comme il faisait partie des favoris du Parti, il a pu observer de près les personnes au sommet de l'État à l'époque. Les rapports In Absentia constituent l'un des récits les plus complets de la vie quotidienne en Bulgarie à cette époque, aux différents niveaux de la société. Nous allons voir ici deux extraits des rapports Absentia :

"Mon gars

...

Dans l'usine où je travaillais, un jeune ingénieur fraîchement diplômé a été embauché. C'était un de mes bons amis de l'école polytechnique. Comme il sied à un jeune spécialiste sans relations ni intercession, il prit une position insignifiante au bas de la hiérarchie de l'usine - il devint chef d'un département qui ne comptait que trois personnes. Il est resté là, tranquillement, pendant environ six mois, jusqu'au jour que le destin semblait avoir fixé pour se moquer de lui, de nous et du système. On nous a dit que l'usine serait visitée par la ministre des industries légères elle-même, Stanka Tsekova à l'époque. Nous étions encore dans l'ère stalinienne, et la ministre était une sorte de demi-dieu pour nous, mortels. Tout ce qui vivait dans l'usine s'est donc empressé de se laver et de se nettoyer, et les locaux et les machines ont brillé comme jamais auparavant. De nouveaux vêtements de travail ont été distribués aux ouvriers, des fleurs et des slogans sont apparus partout et nous avons même arrêté une de nos productions à l'odeur désagréable pour ne pas gâcher l'ambiance de la visite. Stanka Tsekova est arrivée avec un grand entourage de chefs de toutes sortes. Elle était de taille moyenne, potelée, avec un cou court et une grosse tête. L'un de ses yeux avait un défaut qui donnait à son visage une expression d'austérité militante, de sorte qu'elle me faisait plutôt penser au maréchal Koutouzov décrit par Tolstoï. Elle a mis un tablier blanc et, accompagnée de l'entourage qui, selon les lois non écrites, marchait à une distance respectable derrière elle, a fait le tour de la zone. Je dois dire que c'était un spectacle impressionnant et que tout le monde regardait la ministre avec crainte et admiration. Tout s'est déroulé sans heurts et sans incidents au grand plaisir de notre directeur. Peu à peu, le cortège a atteint une petite pièce isolée, qui était occupée par l'unité de mon ami, l'ingénieur Ivanov. Les trois ouvriers et lui ne s'attendaient apparemment pas à la visite du ministre et traînaient autour de leurs machines lorsque nous nous sommes présentés. Mais en passant près d'eux, le ministre s'est soudainement arrêté, s'est tourné vers l'ingénieur Ivanov et a crié :

- Ah ! Que faites-vous ici ?

Plus qu'évident, elle le connaissait de quelque part. Cependant, il était légèrement embarrassé et a dit :

- Eh bien, je travaille, camarade ministre.

- Tiens, tiens, tiens ! Et je ne sais pas ! Stanka Tsekova a dit d'un ton vif comme si toute la dureté de son visage avait disparu. - Comment allez-vous ? lui a-t-elle demandé.

Eh bien, ils vont plus ou moins bien, répondit l'ingénieur Ivanov avec la même inconvenance.

- Tu diras à ton père que je suis très fâchée contre lui ! Eh bien, les tiens ne m'ont pas appelé depuis un siècle ! S'il en est ainsi, je n'appellerai pas non plus ! C'était une expression de mécontentement bon enfant.

- Je vais leur dire, camarade ministre ! murmura mon amie.

Elle allait passer à autre chose quand elle s'est soudainement arrêtée et a dit :

"Eh bien, puisque tu travailles ici, pourquoi ne viens-tu pas chez nous pour rattraper le temps perdu ! Viens me voir un après-midi, mon garçon !

Elle lui tapota la joue et continua majestueusement. Tous les yeux étaient tournés vers mon pauvre ami, qui restait complètement désemparé. Les invités ont à peine disparu que nous l'avons tous entouré :

- Alors, ma tante - un ministre, et le gars fait l'idiot ! Un de ses collègues lui a crié dessus.

- Il ne me l'a même pas dit ! J'étais en colère aussi.

- Ce n'est pas vrai, mes frères, répétait le pauvre Ivanov. Elle m'a pris pour quelqu'un d'autre ! Je n'ai rien à voir avec elle !

- Allez, dis-le à mon vieux chapeau !

- C'est vrai ! Elle m'a pris pour un autre. Si ma tante était ministre, est-ce que je travaillerais ici ? Alors regarde... elle est de Gabrovo, et moi de Sofia... une vieille femme, sa mémoire...

Absolument personne n'a cru à son explication. Tout le monde était convaincu que l'ingénieur Ivanov avait délibérément accédé à ce poste "inférieur" afin de pouvoir apprendre tous les secrets de l'usine. Le directeur adjoint, rougissant, bégayant, angoissé, est le prochain à venir le voir.

- Pourquoi ne le dites-vous pas ? Ce n'est pas possible ! Nous ne savions pas, si nous savions, nous ne vous aurions pas mis ici... Il répétait sans cesse.

- Mais camarade, Ivanov a essayé d'expliquer le malentendu sincèrement et bêtement, Elle m'a pris pour un autre.

- Nous savons, nous savons combien vous êtes modeste, nous savons que vous ne voulez pas utiliser de relations, nous savons tout cela, continua le directeur adjoint.

Dès lors, les choses ont évolué comme dans "l'Inspecteur" de Gogol. L'ingénieur Ivanov fut immédiatement muté à une bonne sinécure, devint le chef du progrès technique et devint un peu comme notre petit prince. Presque tout le monde et de toutes parts le bombardait d'attention. Dans une conversation très franche, il me dit et me prouva qu'il n'avait rien à voir avec le ministre, qu'il s'agissait d'une simple erreur, que ses parents n'avaient jamais entendu parler d'un parent aussi haut placé. Mais d'un autre côté, c'était comme si tout le monde autour de lui avait besoin de croire qu'il était "l'homme du ministre". Sa vie d'ingénieur ordinaire a changé du tout au tout. La direction de l'usine a décidé de profiter de ses relations et chaque fois qu'il y avait une difficulté avec le ministère, on envoyait l'ingénieur Ivanov pour la régler. Et comme il s'agissait de production et que les choses devaient être résolues ou réglées un jour, le résultat fut que nous avons tous cru au mérite exceptionnel d'Ivanov. Nous étions convaincus que s'il n'était pas là, nous aurions de gros problèmes. D'autre part, les responsables du ministère savaient probablement aussi qui était sa tante et nous ont facilité les choses. Mais quoi qu'il en soit, pendant tout ce temps, l'ingénieur Ivanov n'a jamais rencontré la ministre et n'a pas cherché à obtenir son aide directe, car il n'y en avait pas besoin. Il suffisait que tout le monde croie en leur relation. Et dans l'usine même, il était soumis à de véritables attaques de toutes parts pour toutes sortes de problèmes personnels. Les travailleurs voulaient qu'il intervienne en leur faveur pour des questions de

logement, notre secrétaire lui demandait de l'aider pour sa demande de résidence à Sofia, un autre collègue lui demandait de l'aider à faire admettre son fils à l'université, on voulait son intervention pour des procès, pour des pressions devant la police, pour toutes sortes de services. Et bien sûr, tout le monde le couvrait d'éloges et de soins exceptionnels. À la cantine, le cuisinier lui envoyait des repas spéciaux, les menuisiers lui faisaient un cadeau, beaucoup insistaient pour lui offrir des boissons en permanence, même certaines jolies filles ont commencé à lui tourner autour. Et alors qu'il ne faisait essentiellement rien pour démontrer son pouvoir, ses relations et son influence supposés, tout le monde était convaincu qu'il les aidait.

Il existe deux grands domaines d'injustice sociale et de malhonnêteté sociale dans notre pays : le privilège et la liaison. Au sens figuré, ce sont les deux mains de Sa Majesté "Mon gars". Mais si le privilège ne s'applique qu'à un petit nombre de personnes, dans les eaux troubles des liaisons nagent tous les êtres vivants du pays, qui ont un instinct de conservation. La cruelle vérité est que sans relations dans la Bulgarie contemporaine, vous êtes la victime condamnée de tous. Même avant la guerre, dans notre pays, comme aujourd'hui dans de nombreux pays du monde, les gens utilisaient et utilisent encore divers "oncles puissants" et toutes sortes de connexions visant à contourner le critère moral de la justice. Dans presque toutes les langues européennes, il existe des expressions idiomatiques pour désigner le fait d'agir par le biais de connexions. Mais presque jamais et quelque part, avoir des relations est devenu une maladie constante de l'esprit, une nécessité incessante, quelque chose de plus essentiel que le pain et de plus précieux que n'importe quel scrupule moral, comme c'est le cas maintenant dans notre pays. L'ennui, c'est qu'il ne s'agit pas d'une maladie mentale de masse, mais d'une réalité de la vie, qui elle-même, a constamment créé la folie. Celle-ci découle de l'absence de tout critère moral, de l'absence de toute moralité objective. Des milliers de citoyens peuvent témoigner de la façon dont les "connexions" leur font du mal, les volent, les humilient et les oppriment au quotidien. Des milliers d'élèves brillants ne peuvent pas accéder aux universités par manque de relations, parce que ceux qui ont des relations les ont déjà évincés. Je connais des concours où les épreuves d'examen sont remplacées par des épreuves impeccablement préparées pour assurer l'avantage formel des protégés, je connais des falsifications injustifiées de notes ou simplement de vulgaires réarrangements de listes d'admission sans explications. Ou prenons un autre domaine : le recrutement. Vous pouvez être un grand spécialiste dans un domaine et votre place pourrait être dans un institut scientifique. Mais vous n'y arriverez jamais tant que vous n'aurez pas trouvé de relations. Je me souviens de l'histoire peu glorieuse d'un jeune scientifique qui a dû accepter de partager avec le directeur de son institut toutes ses réalisations et son travail pour obtenir un poste d'assistant. Aucun emploi décent avec un bon salaire dans notre pays n'est donné de droit, en raison des capacités ou des mérites. Tous les bons postes sont distribués selon la loi des "relations". Si vous n'avez pas "mon gars", n'essayez même pas. C'est une perte de temps. Prenez un troisième domaine - l'offre. Que Dieu vous aide si vous n'avez pas de connexions avec ceux qui peuvent cacher quelque chose sous le comptoir pour vous. Voulez-vous acheter une voiture sans attendre ? Voulez-vous un terrain pour une villa ? Voulez-vous du bois ? Voulez-vous un réfrigérateur ? Vous voulez... tout ce que vous voulez... Tout passe par "Mon gars". Je ne connais toujours pas de cas où quelqu'un a obtenu un appartement sans que "My Guy" n'agisse en son nom. Ou un quatrième domaine - les passeports pour les voyages à l'étranger, qui sont un monopole exclusif de "Mon gars". Je peux dire solennellement qu'à ce jour, je n'ai pas rencontré un citoyen qui ait reçu un passeport sans aucune relation. Un jour, j'ai voulu me rendre en Hongrie. J'avais déjà voyagé de nombreuses fois, à l'ouest comme à l'est, et cette fois, j'ai décidé de ne pas appeler qui que ce soit, mais d'attendre comme un citoyen ordinaire. Trois mois ont passé sans aucune réponse. J'ai dû appeler "Mon gars". Il a découvert que les fonctionnaires du bureau des passeports avaient mis mon dossier de côté et n'avaient pris aucune décision parce que personne n'avait appelé.

Mais dans notre pays, les "relations" sont loin d'être de simples faveurs d'un oncle plus influent. Il s'agit, d'une manière générale, d'un système corrompu de faveurs mutuelles, qui conduit à la dépendance mutuelle et à la menace. La principale loi des relations est "SI VOUS ME FAITES DU MAL, JE VOUS FAIS DU MAL". On peut se demander si tout cela se fait aux dépens de qui ? Bien sûr, aux dépens de ces malheureux qui n'ont pas de relations ou dont les relations sont très faibles par rapport aux autres. "

"Jouer au roi

Chaque fois, à une occasion ou à une autre, lorsque je regarde les activités des personnes au sommet, auxquelles s'identifie le régime de notre pays, je ne peux éviter le sentiment d'enfants jouant aux rois et

aux reines. Rappelez-vous comment les visages des enfants acquièrent ces expressions anormalement solennelles et importantes, comment leurs mains font des gestes majestueusement drôles et comment leurs voix s'efforcent de crier le pompeux : "Je suis la Bulgarie" ou "Je suis l'Argentine". Afin de donner plus de crédibilité à leur jeu, les enfants tentent d'imiter les prétendues manières des hommes d'État adultes et, avec le plus grand sérieux, échangent des territoires, déclarent des guerres, livrent des batailles. En même temps, l'idée que les enfants se font du pouvoir et de la puissance s'exprime souvent dans des fantaisies telles que : "Si j'étais roi, je construirais le plus grand avion du monde", ou "je transférerai la capitale de la Bulgarie dans un village", ou "je paverai la place devant ma maison avec des tuiles dorées", etc. Les enfants veulent faire une impression sur le monde, pour que tout le monde les voit, les reconnaisse et les vénère. Peut-être ces fantaisies ont-elles leur propre explication, qui est liée au rejet constant des adultes - "des choses enfantines".

Mais imaginez maintenant qu'un tel enfant grandisse physiquement, mais qu'il conserve l'ensemble de ses rêves et de ses fantasmes de neuf ans, qu'il conserve le désir enfantin de montrer sa force et sa puissance, de démontrer constamment sa supériorité. Imaginez aussi que les instincts du citoyen de 50 ans soient restés au même niveau enfantin, et vous verrez qu'il essaie vraiment de transférer la "capitale de la Bulgarie dans un village" ou de s'entourer de pavés dorés. Les enfants ne connaissent pas le prix de leurs fantasmes réalisés. Ils n'ont aucune idée à qui reviennent les pavés d'or, ils n'ont aucune idée que des millions de personnes devront peut-être mourir de faim pour eux, souffrir pour eux. Pour les enfants, les choses sont comme dans les contes de fées. Imaginez maintenant que vous êtes personnellement né à Zlatitsa, que vous avez passé votre enfance parmi les bergers et les cow-boys, là où se trouve l'air le plus pur et le plus parfumé de la montagne, au milieu d'une nature belle et vierge. Mais vous n'êtes pas heureux parmi eux, vous ne remarquez même pas la beauté naturelle. Même dans une certaine mesure, ta confiance en toi plébéienne en souffre, car ton père est un paysan ordinaire, comme tous tes proches, et il n'y a rien d'héroïque et de grandiose dans leur vie ordinaire et difficile. Même le fait qu'ils produisent dans leurs laiteries le meilleur fromage du pays vous déprime, car vous rêvez de quelque chose de complètement différent, de super-technologique et de clinquant, comme la construction de fusées ou de dreadnoughts, de routes en asphalte phosphorescent, d'un lac de cygnes et d'un palais de verre pour votre majesté... etc. Mais le point culminant de votre rêve est le moment où vous vous présenterez devant vos anciens compatriotes en votre qualité de souverain omnipotent et leur montrerez tout le chemin parcouru, leur accorderez des faveurs et leur direz solennellement :

"Assez avec votre fromage ! Je suis venu vous libérer de ces maudites laiteries, et à partir d'aujourd'hui vous travaillerez le cuivre, ou les ordinateurs, ou les semi-conducteurs ! Je change votre vie ! "

C'est dit et c'est fait. La petite place du village devient la " Place de la Révolution ", le vieux pub est élevé au sol, à sa place un impressionnant bâtiment communautaire, où votre portrait est accroché sur tous les murs. Vous construisez un motel, bien qu'il n'y ait pas beaucoup de visiteurs, car la route est mauvaise. C'est pourquoi vous construisez aussi une route. Tu construis aussi un café, bien que tes compatriotes n'aiment pas le café. Il a l'air moderne. Ensuite, vous vous précipitez pour construire l'usine avec laquelle vous voulez réellement changer l'histoire... Peu importe ce que cette usine produira exactement, quel sera son effet économique ou son impact sur l'environnement, l'important est qu'elle soit construite, car c'est votre propre monument, la chose même que vous avez créée au cours de votre vie et avec laquelle vous espérez que l'on se souviendra de vous... Et vous ne pensez pas un seul instant que toute cette fabrication de votre propre immortalité, toute cette démonstration de votre supériorité, n'est pas payée par vous, mais par les anciens fromagers. Et qui plus est : aucun d'entre eux n'a voulu de votre motel, de votre café, ni d'aucune des choses que vous avez faites. Personne ne vous a demandé de réaliser vos rêves d'enfant aux dépens de quelqu'un d'autre, car si vous étiez malheureux à la montagne, il y avait beaucoup de gens qui étaient heureux et qui aimeraient vivre non pas selon vos rêves, mais selon les leurs.

Comme beaucoup de lecteurs l'ont deviné, jusqu'à présent, j'ai raconté presque littéralement l'histoire de l'usine de cuivre près de Zlatitsa et Pirdop. Chervenkov voulait changer le visage de sa patrie et rien ne pouvait l'arrêter. L'usine de cuivre est un exemple de l'une des constructions industrielles les plus absurdes que la science connaisse. Tout étudiant de l'université polytechnique sait que pour choisir un lieu où construire une usine, trois conditions de base sont requises : la proximité d'une source d'énergie, la proximité d'une source de matières premières, la proximité des transports. Lorsque l'usine de cuivre a commencé sa construction, aucune de ces conditions n'existait. Jusqu'à la découverte du minerai de

civre près de Panagyurishte, l'usine devait travailler avec du minerai importé, le problème de l'énergie n'avait jamais été résolu et le chemin de fer sub-balkanique avait résolu le problème du transport. En raison de la combinaison des facteurs les plus défavorables, la production de cette usine s'est avérée plusieurs fois plus chère que les prix pratiqués sur le marché international. À un moment donné, la pierre bleue extraite dans l'usine coûtait environ sept fois plus cher que la pierre bleue yougoslave. Du point de vue de l'environnement, l'effet de l'usine s'est avéré monstrueux. Le rejet constant de dioxyde de soufre et d'autres gaz a transformé l'air frais de cette merveilleuse région en une sorte de gaz suffocant. L'une des zones d'élevage les plus naturelles du pays a été détruite une fois pour toutes. Chervenkov pourrait probablement écrire dans sa biographie qu'il a changé à jamais le visage de sa région. Mais même s'il n'a écrit rien, ce géant monstrueusement laid, qui inonde Zlatitsa et Pirdop de gaz toxiques, restera le monument le plus approprié d'une époque répugnante..."

Chapitre 3.3 - Les livres qui ont pu passer outre la censure et être publiés en Union soviétique.

C'était rare mais cela s'est produit quelques fois. Des auteurs ont réussi à déjouer les autorités chargées d'examiner et d'autoriser la publication officielle d'œuvres littéraires et artistiques. Nous verrons ici deux exemples en Bulgarie :

1968, Piments forts, Radoy Ralin

Radoy Ralin était un publiciste et humoriste bulgare, l'un des préférés du peuple. En 1968, avec le caricaturiste Boris Dimovski, il a soumis à l'approbation des autorités un petit livre satirique de caricatures et de courtes blagues intitulé "Piments forts".

Les censeurs n'y trouvent rien à redire et décident qu'il est "politiquement sain", ce qui constitue un feu vert pour l'impression.

Le livre est apparu dans les bibliothèques et a provoqué un scandale immédiat. Des milliers de Bulgares l'ont acheté dans les heures et les jours qui ont suivi sa publication, l'auteur étant extrêmement populaire. Et presque tout le monde a immédiatement trouvé ce que la censure avait manqué. Il y avait un gribouillis représentant un cochon et le texte de la page disait : Son ventre est plein, il est sourd à toute connaissance. Si le cochon lui-même n'avait rien de particulier, c'est sa queue extraordinaire qui a attiré l'attention de tous.

"Fascisme" par Zhelyu Zhelev

Zhelyu Zhelev était un homme politique et un dissident bulgare. Après la chute du mur, il est devenu le premier président directement élu du pays en 1992.

Dix ans plus tôt, en 1982, a été publié son livre Fascism, qui donne une description approfondie et factuelle des régimes fascistes allemand, italien et espagnol.

Quel était le problème de ce livre ? Rien, si ce n'est qu'il s'agissait du premier ouvrage détaché, factuel et documenté décrivant le fonctionnement bureaucratique, l'endoctrinement idéologique et l'appareil de répression employés par ces régimes. C'est pour cette raison qu'il a pu surmonter la censure. Le livre ne contient aucune critique ouverte du communisme, mais les parallèles entre les États totalitaires soviétique et fasciste sont évidents. Trois semaines après sa publication, le livre a été interdit et retiré des librairies.

Chapitre 3.4 - La jeunesse, la musique et la culture

La musique et la culture ont été des formes majeures de résistance pour la population générale sous les deux régimes totalitaires.

Un marché noir prospère de musique, de magazines, de vêtements et d'autres articles occidentaux tels que le coca-cola, les blue-jeans, etc. s'est rapidement développé dans toute l'Union soviétique. Les jeunes gens derrière le rideau de fer ne sont pas complètement isolés des tendances culturelles que suivent leurs pairs occidentaux.

Les Beatles, Led Zeppelin, Queen, etc., étaient les idoles des Européens de l'Est autant que de la jeunesse du monde libre. Au milieu des années 60 et 70, chacun avait un gramophone à la maison et les disques de musique passés en contrebande avaient plus de valeur que l'or.

Les stations de radio interdites permettaient également d'écouter de la musique occidentale et les jeunes se réunissaient souvent lors de pique-niques secrets (généralement dans les banlieues des villes), où ils écoutaient la musique de ces "stations de radio ennemies".

En termes d'habillement et de mode, les gens utilisaient tous les moyens possibles pour acquérir des accessoires de mode et des vêtements d'apparence occidentale. Comme ces vêtements n'étaient pas largement accessibles, l'une des compétences que presque toutes les filles ont apprises est l'utilisation d'une machine à coudre. Il y en avait une dans presque tous les foyers et des magazines de mode occidentale contenant des modèles de couture étaient disponibles au marché noir. La mode du bricolage était donc un phénomène de masse. Il existait également des tailleurs professionnels pour les modèles plus complexes, qui vous confectionnaient une copie du vêtement de votre choix contre paiement et discrétion (rappelez-vous, toute activité commerciale privée était interdite !).

Les Pirates d'Edelweiss étaient un mouvement de jeunesse, principalement en Allemagne occidentale, qui s'opposait à la Jeunesse nazie et à ses valeurs. Par le biais d'activités interdites à l'époque, ils défiaient le régime et le système de croyances inculqué par le pouvoir nazi. Si, au début, le régime nazi ne voyait en eux qu'une nuisance, cela a changé avec le temps. En 1942, par exemple, la Gestapo a arrêté environ 700 d'entre eux.

Si la plupart de leurs activités consistaient à se moquer des slogans nazis, à distribuer des messages antinazis et à organiser des activités en dehors de la ville pour échapper au contrôle du mouvement de jeunesse nazi, leurs membres ont commis des actes de dissidence plus graves. En 1944, les Pirates d'Edelweiss à Cologne ont tué le chef de la Gestapo, les nazis ont donc pendu publiquement 12 d'entre eux. Pour en savoir plus sur ce mouvement de jeunesse, consultez le site <https://heroesoftheresistance.org/profile/edelweiss-pirates>.

Les Jazz Youth et les Swing Youth étaient des groupes peu organisés de jeunes de la classe moyenne supérieure qui résistaient au régime nazi, principalement en écoutant de la musique de jazz interdite, en fréquentant des boîtes de nuit de jazz illégales, etc. Pour en savoir plus sur ce mouvement, consultez le site <https://www.nationalww2museum.org/war/articles/swing-youth-jazz-nazi-germany>.

Chapitre 3.5 - L'humour

Afin de terminer ce chapitre de notre cours sur une note positive, penchons-nous sur les formes de dissidence de masse. Blagues et moqueries. L'humour était l'une des armes les plus utilisées contre le totalitarisme. Le Faux Soir belge est resté dans l'histoire comme l'un des actes de moquerie les plus brillants contre l'occupation nazie. En Europe de l'Est, des milliers de blagues visant le régime circulaient. Sous l'oppression soviétique, l'humour est devenu l'une des formes de dissidence les plus répandues.

Le "Fake Soir

Le "Fake Soir", connu sous le nom de "Faux Soir" était une édition factice du journal belge "Le Soir" créée en 1943 par la résistance belge. Il s'agissait d'une parodie de la propagande allemande et est devenu l'un des symboles de la résistance à l'occupation allemande. Les créateurs de cette édition ont été arrêtés, certains ont été envoyés dans des camps de concentration et ne sont jamais revenus. D'autres ont été condamnés à des peines de prison allant de 5 à 15 ans de prison. Voici quelques extraits du journal :

"Aux tactiques de flux, de repli du hérisson et de résistance du porc-épic a succédé la défense élastique. Le succès de celle-ci ne doit pas être relativisé ; outre le fait qu'elle apporte la réfutation la plus éclatante à l'affirmation erronée selon laquelle le Reich manque de caoutchouc, elle démontre aussi de la manière la moins pénétrante combien peu évoluée intellectuellement est l'idée que Staline et ses généraux se font de la guerre moderne. Jusqu'à présent, ils n'ont pas été capables de s'opposer à la défense élastique, sauf par une attaque sans trêve ni répit. Il faut dire que cette manière de mener la guerre, malgré ses avantages substantiels, est désespérément monotone pour tout critique militaire digne de ce nom. On a du

mal à comprendre... l'état-major des Soviétiques persiste à s'accrocher en avant aux troupes allemandes qui se replient. Cette obstination aveugle pourrait avoir des conséquences, comme les bons observateurs seuls commencent à le percevoir."

"Sur le front oriental, malgré des changements notables, la situation reste inchangée. Dans le triangle en forme de trapèze Krementchoug-Odessa-Dnipropetrovsk-Mélitopol, les tentatives de pénétration de l'ennemi ont été partout couronnées de succès, sauf aux endroits du front où nos soldats ont entravé l'avance soviétique par l'habile manœuvre de se rendre en masse. Dans la structure d'une colossale défense élastique, toutes les villes ont été évacuées de nuit et sur la pointe des pieds.

Dans les autres secteurs du front, l'armée allemande continue d'enregistrer des victoires défensives considérables. En huit heures, les Soviétiques ont perdu deux fois plus d'hommes et de matériels qu'ils n'en avaient engagés dans leurs opérations.

Dans la nuit du 8 au 9 novembre, un avion de combat allemand de type "représailles" a réussi à apercevoir la côte anglaise alors qu'un nombre considérable de bombardiers lourds anglo-américains exécutaient des attaques massives sur les villes allemandes, galvanisant à la fois notre industrie de guerre et le moral de notre population."

"Ce qui intéresse le haut commandement allemand, ce n'est ni le Kremlin, ni les izbas bolcheviques, ni le centre inaccessible de Piccadilly Circus... la Wehrmacht a ramené chez elle, au cours des douze derniers mois, la plus éclatante victoire défensive jamais enregistrée dans l'histoire."

L'humour contre les tanks à Prague.

Vous vous souvenez du Printemps de Prague ? Eh bien, lorsque les chars sont arrivés, tout était fini et les gens le savaient. Mais si leur rêve d'une société plus libre et plus juste s'est évanoui en voyant leur pays à nouveau envahi par des troupes étrangères, ils ont gardé le moral grâce à l'humour. Sans défense contre les armes, les citoyens répondent par des plaisanteries. "Lénine aurait honte s'il vous voyait ici" était un slogan que les citoyens tchèques criaient face aux fusils pointés sur eux. "Ivan, rentre chez toi pour que nous puissions aller à l'école" était une autre blague que les Tchèques et les Slovaques utilisaient pour se moquer des envahisseurs. La figure d'"Ivan" fait allusion à une image stéréotypée répandue du paysan russe. Ou encore, "Ivan, rentre chez toi, ta Natasha sort avec Kolya", une autre blague qui a également été transformée en chanson de dérision :

"Rentre chez toi Ivan, Natacha t'attend.

Rentre chez toi Ivan, les filles ici ne t'aiment pas.

Rentre chez toi, Ivan, et ne reviens jamais !"

D'autres blagues visent la propagande officielle soviétique qui présente les événements de Prague sous un autre angle. Selon les sources soviétiques, l'armée a été envoyée pour "sauver" les citoyens tchèques et slovaques des pouvoirs maléfiques du "capitalisme ennemi".

Dans toute l'URSS, les nouvelles disent que les forces armées soviétiques ont été accueillies avec gratitude et joie par la population locale.

Les citoyens tchèques répondent par des blagues comme celle-ci : "L'agence TASS informe que les soldats soviétiques ont été accueillis avec des fleurs. Nous ajoutons, c'est vrai, mais elles étaient dans des pots !". Ou celle-ci : "Un homme se rend à la police pour signaler un crime. Il dit au policier : Un soldat suisse m'a volé ma montre russe. Le policier le regarde avec surprise et lui demande : n'était-ce pas le contraire ? L'homme répond : C'est toi qui l'as dit ! Pas moi !"

Le journal local, le Prague Evening, a publié ses propres "Dix commandements sur la façon de réagir dans l'interaction avec les occupants :

1. Je ne sais pas.
2. Je ne les connais pas.

3. Je ne le dirai pas.
4. Je n'en ai pas.
5. Je ne suis pas qualifié(e).
6. Je ne donne pas.
7. Je ne peux pas.
8. Je ne le vends pas.
9. Je ne le montre pas.
10. Je ne le ferai pas."

Afin de confondre les forces armées envahissantes, les citoyens tchèques et slovaques ont également peint en blanc de nombreux panneaux de signalisation à l'extérieur et à l'intérieur des villes, écrivant sur la plupart d'entre eux " rue Dubcek " au nom de leur réformateur.

Voici d'autres blagues politiques d'Europe de l'Est :

1.

- Qu'est-ce qu'un communiste ?
- Quelqu'un qui a lu les travaux de Marx et de Lénine.
- Et qu'est-ce qu'un anti-communiste ?
- Quelqu'un qui l'a compris.

2.

Pendant le communisme, un homme se promène dans Sofia, regarde les magasins et fulmine :

- pas de lait... pas d'oeufs... pas de viande... pas de fromage...

Un policier s'approche de lui en criant :

- si tu ne te tais pas, je te frappe avec le pistolet sur la tête !
- Allez, ne me dis pas qu'il n'y a plus de balles non plus... ?

3.

Un homme à Moscou avait un perroquet qui parlait constamment contre le parti et le régime.

Un jour, un fonctionnaire soviétique devait lui rendre visite et pour éviter tout problème, l'homme cacha le perroquet dans le réfrigérateur.

Lorsque le fonctionnaire est parti, il a sorti l'oiseau du réfrigérateur, qui s'est mis à crier aussi fort qu'il le pouvait :

Vive la Grande Union Soviétique !

Vive le parti et sa lumière qui nous guide dans nos vies !

Vive le génie Brejnev !

L'homme était stupéfait :

- Attends, qu'est-ce qui t'es arrivé ? Pourquoi tu parles comme ça ?
- deux heures en Sibérie ont suffi...

4.

Deux garçons discutent chacun d'un côté du mur de Berlin.

- J'ai une orange, dit le garçon du côté ouest.

- et nous avons ici le communisme, répond le garçon du côté est.

- Et alors ? Si on veut on peut faire du communisme ici aussi !

- oui d'accord, mais alors tu n'auras pas d'orange !

5.

Camarade Staline, avez-vous un hobby ?

- oui, je collectionne les blagues politiques

- vous en avez collectionné beaucoup ?

- trois ou quatre camps.

6.

SSR, le téléphone sonne.

- C'est le KGB ?

- Oui, c'est à quel sujet ?

- Je suis Ivan Sidirov. Mon perroquet s'est échappé.

- Nous ne sommes pas des sauveteurs d'animaux. Pourquoi vous nous appelez ?

- Je veux juste dire que je ne partage pas ses opinions politiques.

7.

Assemblée annuelle de la coopérative agricole. Rapport annuel, vote, applaudissements. A la fin, le président demande :

- Y a-t-il des questions ?

Voute se lève et demande :

- Où est passé tout le blé ?

L'agitation suit. Cris, gifles, chaises cassées... Un an plus tard, réunion annuelle, rapport, applaudissements...

- Y a-t-il des questions ?

Nane lève la main :

- Où est Voute qui, l'année dernière, a posé une question sur le blé ?

*Nane et Voute une image stéréotypée des paysans bulgares.

8.

On a demandé à Radio Erevan : "Est-il vrai que le poète Maïakovski s'est suicidé ?"

Radio Erevan a répondu : "Oui, c'est vrai, et même l'enregistrement de ses toutes dernières paroles est préservé : "Ne tirez pas, camarades."

9.

On a demandé à Radio Erevan : "Est-il vrai qu'il existe une liberté d'expression en URSS (dans certaines versions, en Russie), tout comme aux Etats-Unis ?"

Radio Yerevan a répondu :

"En principe, oui. Aux Etats-Unis, vous pouvez vous tenir devant la Maison Blanche et crier "A bas Reagan !", et vous ne serez pas puni.

De même, vous pouvez aussi vous tenir sur la Place Rouge à Moscou et crier "A bas Reagan !", et vous ne serez pas puni."

*** Les blagues de Radio Erevan étaient célèbres dans toute l'Europe de l'Est.**

10.

Pourquoi les officiers de la Stasi font-ils de si bons chauffeurs de taxi ?

Vous montez dans la voiture et ils savent déjà votre nom et où vous habitez.

11.

Comment peut-on utiliser une banane comme boussole ? Placez une banane sur le mur de Berlin. L'extrémité mordue pointe vers l'Est.

12.

Quelle est la meilleure caractéristique d'une Trabant ?

Il y a un chauffage à l'arrière pour garder tes mains au chaud quand tu la pousSES.

13.

Un juge sort de son cabinet en riant aux éclats.

Un collègue l'approche et lui demande pourquoi il rit.

"Je viens d'entendre la blague la plus drôle du monde !"

"Eh bien, allez-y, racontez-moi !" dit l'autre juge.

"Je ne peux pas - je viens de condamner quelqu'un à dix ans de prison pour cette blague !"

14.

On demande à un nouvel arrivant au Goulag : "Pourquoi on vous a donné 10 ans ?"

- "Pour rien !"

- "Ne nous mentez pas ici, maintenant ! Tout le monde sait que 'pour rien', c'est 5 ans."

Chapitre 3.6 - Exagérations et doubles sens

Les exagérations et les doubles sens sont une autre façon de se moquer en masse du régime soviétique.

La première, les exagérations, consiste à créer un slogan pro-régime tellement ridicule qu'il en devient comique.

C'est le cas du slogan accroché dans une usine de poulets en Bulgarie : "Chaque œuf pondu est une bombe, chaque poulet est une forteresse volante contre le capitalisme". Les auteurs ne peuvent pas être accusés directement de dissidence, car leur œuvre exprime, à première vue, la loyauté envers le régime. Mais en réalité, elle fait rire tout le monde.

Les doubles sens étaient également fréquents et tout aussi comiques. Un double sens, c'est lorsque le sens évident est un, mais qu'il y a un autre sens que tout le monde comprend tout de suite. Pour le 25^e anniversaire de la "révolution" soviétique en Bulgarie, à l'entrée d'un spectacle de cirque apparaissait le slogan suivant : "25 ans de communisme - 25 ans de cirque !" Le cirque a en effet été créé en tant qu'organe culturel d'État en même temps que l'État soviétique s'installait. Le double anniversaire est

donc correct dans ce sens. Mais la phrase peut facilement être comprise comme signifiant que les 25 ans de régime communiste n'ont été rien de moins qu'un cirque en soi !

En voici d'autres :

Tous les communistes dans le sol ! (une affiche dans une mine de charbon)

Plus de pierres pour le peuple ! (une plaque dans une carrière de pierre).

Chaque coopérateur - un cochon ! Chaque communiste - deux ! (une plaque dans une ferme).

Chaque membre du Komsomol - un exemple vivant pour les hooligans ! (Le Komsomol était l'organisation de jeunesse du parti communiste).

Les malades soviétiques - les malades les plus sains du monde !

L'hygiénisation - un ennemi de la diversion bactériologique !

Un esprit sain dans un corps communiste sain ! (une plaque dans une piscine)

Vivez la situation internationale entre les gens !

Celui qui ne connaît pas la Sibérie, ne connaît pas l'URSS ! (une affiche dans un bureau de voyage)

Etudiants, gardez les restes, ils sont pour vous ! (une affiche dans une cantine d'étudiants).

Les poux sont les ennemis les plus dangereux de l'État. Détruisez-les ! (une affiche dans une clinique pédiatrique)

Voyager avec BDJ (chemins de fer bulgares) vous fait gagner du temps et du plaisir ! (une affiche dans un train)

Vivez le jour des forces de police nationales - le seul soutien au gouvernement communiste ! (un slogan sur une manifestation).

Le 9 septembre 1944, la Bulgarie était au bord de la falaise. Puis, elle a fait un pas courageux en avant !

Raegan, ennemi numéro un de l'agglomération villageoise de Tutrakan ! (une affiche à l'entrée d'un village).

Chaque pot de confiture - un poignet face à l'impérialisme ! (une affiche dans une usine de fruits).

Chaque tomate - une brique dans le mur du communisme ! (une affiche dans une coopérative agricole)